

PREFECTURE DES VOSGES

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
ET DES PROCEDURES EAU

## ARRETE

N° 3079/2000

**Autorisant la société BONGRAIN-GERARD à modifier les installations exploitées dans sa fromagerie située sur le territoire de la commune du Tholy et à étendre le périmètre d'épandage des boues issues du traitement des effluents.**

Le Préfet des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 modifiée relative à la protection de la nature et son décret d'application,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 modifiée relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement et les textes pris pour son application,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée,

VU la demande présentée le 8 septembre 1999 et complétée les 27 octobre et 24 décembre 1999, par laquelle M. Jean-Michel MERLE, Directeur de la société BONGRAIN-GERARD, dont le siège social se trouve 52150 ILLOUD, sollicite l'autorisation de modifier les installations exploitées dans sa fromagerie située sur le territoire de la commune du Tholy et d'étendre le périmètre d'épandage des boues issues du traitement des effluents,

VU l'avis de classement de l'inspecteur des installations classées en date du 17 janvier 2000,

VU la décision n° 00.34 CE en date du 10 février 2000 de M. le Président du Tribunal Administratif de Nancy, désignant M. Gilbert JEANDEL, en qualité de commissaire enquêteur,

VU l'arrêté préfectoral n° 361/2000 du 21 février 2000 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique dans la commune du Tholy du 20 mars au 20 avril 2000 inclus,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçus à la Préfecture le 24 mai 2000,

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur,

VU les avis des Conseils Municipaux et des services consultés,

VU les rapport et projet d'arrêté en date du 1<sup>er</sup> septembre 2000 établis par l'inspecteur des installations classées pour présentation au Conseil Départemental d'Hygiène,

VU l'arrêté préfectoral n° 2314/2000 du 22 août 2000 prolongeant le délai d'instruction imparti au Préfet par l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pour statuer sur la présente demande,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 27 septembre 2000,

VU le projet d'arrêté envoyé pour observations éventuelles au pétitionnaire le 20 octobre 2000,

CONSIDERANT que ce dernier n'a émis aucune remarque sur le projet d'arrêté,

CONSIDERANT que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée précitée,

CONFORMEMENT aux plans et descriptions produits dans le dossier de demande d'autorisation,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges,

## ARRETE

### ARTICLE 1 -

La Société BONGRAIN GERARD S.A.S, dont le siège social est situé à 52150 ILLOUD, est autorisée aux conditions suivantes et en conformité des plans et descriptions produits au dossier de demande d'autorisation à étendre et à modifier les activités de fabrication de fromage qu'elle exploite dans l'enceinte de son établissement sis Commune du THOLY, ainsi qu'à étendre le périmètre d'épandage des boues issues de la station d'épuration de ses effluents.

Les activités exercées sont classées sous les rubriques suivantes de la nomenclature :

Activités	Rubriques	A/D	Observations
Emploi d'ammoniac	1136-Bc	D	Réfrigération à l'ammoniac Q = 1,2 t d'ammoniac
Emploi de matériel imprégné de PCB	1180-1	D	V = 226 l
Dépôt de liquides inflammables	1432-2b	D	280 m <sup>3</sup> FOL en R.A. 45 m <sup>3</sup> GO en R.E. 50 m <sup>3</sup> FOD en R.E. V équivalent 22,5 m <sup>3</sup>
Dépôt de bois, papier, carton	1530-2	D	Emballages
Laiterie - Fromagerie	2230 1	A	Produits entrant en fromagerie : 280.000 l/j et 10 000 l/j crème Produits entrant en préconcentration : 225 000 l/j de lactosérum
Installation de combustion	2910-A2	D	Chaufferie FOL - P = 12,2 MW Groupe EJP - P = 3,5 MW
Installations de réfrigération comprimant de l'ammoniac	2920-1a	A	P = 596 kW
Compression d'air	2920-2b	D	P = 200 kW
Atelier de charge d'accumulateurs	2925	D	Arrêté Préfectoral du 11 juillet 1995 P = 30 kW

#### Activités non classables :

- Emploi et stockage de substances comburantes : Acide nitrique (5 m<sup>3</sup> à 53 %), Eau de Javel (3 m<sup>3</sup>) ;
- Distribution de liquides inflammables : 3 m<sup>3</sup>/h GO.

## **ARTICLE 2 -**

Pour l'exploitation de son établissement, la Société Etablissements BONGRAIN GERARD est tenue de se conformer aux prescriptions suivantes

### **1 REGLES S'APPLIQUANT A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT**

#### **1.1 Règles de caractère général**

1.1.1 Conformité des installations - Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification à apporter à ces installations, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

1.1.2 Application aux activités non classées - Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

1.1.3 Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle - L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesure, interventions d'urgence, remises en état, consécutives aux accidents ou incidents indiqués ci-dessus, seront à la charge de l'exploitant.

1.1.4 Dossier « Installations Classées » - L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier, dit « Dossier Installations Classées », comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation et les dossiers de déclaration de modification ultérieurs ;
- les plans tenus à jour ;
- le présent arrêté et les arrêtés complémentaires ultérieurs ;
- les dates et conclusions des vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, avec l'indication des dates et nature des vérifications, de la personne ou de l'organisme chargé de la vérification, du motif de la vérification (vérification périodique ou suite à un incident, et dans ce cas nature et cause de l'incident).

Ce dossier devra être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

1.1.5 Sont applicables aux installations de l'établissement :

- l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans les établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO du 30 avril 1980) ;
- l'arrêté du 04 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisance (JO du 15 février 1985) ;

- l'arrêté du 28 janvier 1993, concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- l'arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation des installations classées (zone 1b définie par le Décret du 14 mai 1991) ;
- l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (JO du 27 mars 1997) ;
- l'arrêté du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène ;
- l'arrêté du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (JO du 03 mars 1998) ;
- l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes (JO du 18 juillet 1998).

1.1.6 De façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. Elles doivent être tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

1.1.7 Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses doivent être prises :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;
- des écrans de végétation doivent être prévus ;
- des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

1.1.8 L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence; les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...).

\*  
\* \*

## **1.2 Prescriptions générales relatives à la prévention de la pollution des eaux**

### **1.2.1 Interdictions générales**

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

### **Rétentions**

**1.2.2 Pollutions accidentelles** - Toutes dispositions seront prises afin qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels.

### **1.2.3 Rétentions des stockages**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 l ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets, dans les conditions précisées au paragraphe 1.5 du présent arrêté.

**1.2.4** Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

**1.2.5 Identification des récipients** - Les produits seront clairement identifiés et leur dénomination inscrite lisiblement sur le contenant.

### **Transport, manipulation des produits**

**1.2.6** Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

1.2.7 Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles du paragraphe 1.2.3 supra.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

#### 1.2.8 Canalisations de transport

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Sauf exception motivée pour des raisons de santé ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les différentes canalisations seront repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de ces canalisations doit être établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après modification notable, et daté. Il sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

#### Alimentation en eau

1.2.9 Outre l'eau fournie par le réseau public, la Société BONGRAIN GERARD S.A.S prélève de l'eau dans le milieu naturel par l'intermédiaire des ouvrages suivants, appartenant à l'exploitant, situés sur le territoire communal du THOLY :

- a) un étang, alimenté par des sources; l'étang est situé au lieudit "La Petite Neuvelotte" sur une parcelle cadastrée section C n° 982 ; son alimentation est gravitaire au débit naturel des sources.

Cette eau est destinée à des usages thermiques et à l'usage d'eau glacée pour le refroidissement des installations.

Le débit de prélèvement par l'exploitant sera au maximum de 600 m<sup>3</sup>/j.

- b) six sources situées :
  - lieudit "Le Beau", parcelles cadastrées section A n° 1541 et 1542.
  - lieudit "La Neuvelotte Nord", parcelles cadastrées section A n° 1544 et 1545.
  - lieudit "Le Chaud Costet", parcelles cadastrées section B n° 114 et 119.

Cette eau est destinée aux usages sanitaires et sociaux ainsi qu'aux usages industriels au contact direct ou indirect des produits alimentaires.

Les six sources sont réunies après collecte dans un réservoir de 30 m<sup>3</sup> situé au lieudit "Le Chaud Costet", parcelles cadastrées section B n° 119.

L'alimentation de ce réservoir est gravitaire au débit naturel des sources.

1.2.10 Les installations servant au prélèvement d'eau seront munies de dispositifs de mesure totalisateurs, l'un concernant l'étang, l'autre les six sources, qui pourront être situés sur l'arrivée à l'établissement de l'eau prélevée.

Tous les dispositifs de mesure totalisateurs de l'établissement devront être relevés journalièrement et les relevés consignés sur un registre éventuellement informatisé qui devra, à sa demande, être présenté à l'inspecteur des installations classées.

1.2.11 Les chambres de captage des sources, réservoirs intermédiaires et chambres de pompage seront munies d'une fermeture qui devra être maintenue verrouillée.

1.2.12 Toutes les dispositions nécessaires doivent être prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface dans les ouvrages de captage des sources.

#### Conception des réseaux de rejets

1.2.13 Les eaux de refroidissement seront recyclées en circuit fermé ou semi-fermé dans la mesure du possible ; en particulier, à l'occasion de toute réfection notable ou de toute nouvelle installation d'un circuit de refroidissement, celui-ci sera réalisé en circuit fermé ou semi-fermé.

1.2.14 Eaux de nettoyage, eaux pluviales polluées - Toutes les eaux de lavage nécessaires à l'entretien des véhicules, des ateliers et des installations, toutes les eaux pluviales polluées, seront collectées dans l'établissement et ne devront pas rejoindre le milieu sans être traitées spécifiquement ou par le moyen d'épuration retenu.

1.2.15 Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.

Un plan de tous les réseaux d'alimentation en eau et des égouts doit être établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après modification notable, et daté. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

#### Rejets d'eaux résiduaires

1.2.16 Emplacement du rejet

Le rejet des effluents résiduaires industriels s'effectue dans la Cleurie, au pK 989,96.

Tout rejet direct ou indirect d'effluent résiduaire industriel dans le sol ou le sous-sol est interdit.

1.2.17 Qualité des rejets

1.2.17.1 Rejets arrivant en station d'épuration

La station d'épuration de la fromagerie reçoit, outre les effluents résiduaires industriels de la Société BONGRAIN GERARD, les effluents urbains de la Commune du THOLY dans la limite de 920 eq. hab., dans la mesure où elle est conçue pour les traiter.

La convention de rejets établie avec la commune doit être revue périodiquement et tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les eaux résiduaires provenant de la Commune du THOLY ne devront en aucun cas, notamment à la suite de fortes précipitations, entraîner des perturbations dans le fonctionnement de la station ; à cet effet, un dispositif permettant d'empêcher ces eaux d'entrer dans la station à un débit supérieur à celui admissible devra être installé en amont de la station, sur la canalisation d'amenée des eaux de la ville ; ce dispositif devra être opérationnel à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003.

1.2.17.2 Caractéristiques du rejet au milieu naturel

Compte tenu de ces apports extérieurs, le rejet de l'effluent résiduaire de l'établissement au milieu naturel présentera les caractéristiques suivantes :



a) Paramètres généraux

Paramètres	Concentration en mg/l	Flux maximal en Kg/j	Méthodes normalisées d'analyse
Débit	1200 m <sup>3</sup> /j		-
MES	35	20	NF EN 872
DCO eb	125	72	NF T 90.101
DBO5 eb	30	15	NF T 90 103
N GLOBAL	30	20	NF EN ISO 25663, NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 131395 et 26777, FD T 90045
P TOTAL	10	10	NF T 90 023
pH	compris entre 5,5 et 8,5		NFT 90008

b) Température - La température de tous les effluents et eaux rejetés dans le milieu naturel, à l'exception des eaux pluviales, devra respecter les dispositions de l'article 31 de l'arrêté du 02 février 1998 ; en particulier, les effets du rejet doivent respecter les dispositions suivantes :

- ne pas entraîner une élévation maximale de température de 1,5 °C pour les eaux salmonicoles ;
- ne pas induire une température supérieure à 21,5°C pour les eaux salmonicoles .

c) Rejets des séparateurs d'hydrocarbures - Les effluents résiduels de l'établissement rejetés directement au milieu naturel à partir des dispositifs séparateurs d'hydrocarbures spécifiques à certaines activités, en particulier au lavage des véhicules, devront respecter les valeurs limites suivantes : teneur en Hydrocarbures totaux < ou = 10 mg/l - Norme d'analyse NF T 90.114.

1.2.18 En aucun cas, il ne pourra être procédé à un ajustement de l'effluent aux normes ci-dessus par dilution.

1.2.19 Dispositif de rejet

Les ouvrages d'évacuation des eaux seront en nombre aussi limité que possible.

Le dispositif de rejet doit être aisément accessible aux agents chargés du contrôle des déversements. Il sera en particulier aménagé de manière à permettre l'exécution des prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

1.2.20 Autosurveillance

1.2.20.1 Rejets en sortie de la station

a) Une surveillance de la qualité du rejet sera réalisée par les moyens de l'exploitant sur des échantillons moyens représentatifs de l'effluent rejeté constitués par période de 24 heures et suivant les méthodes normalisées indiquées au tableau du paragraphe 1.2.17 ci-dessus.

Elle portera sur les paramètres ci-après et suivant la fréquence indiquée :

- DCO effluent non décanté (DCOeb) : chaque jour,
- MES : chaque jour,
- P total, NTK : chaque semaine,
- Le débit sera enregistré en continu et relevé quotidiennement.

b) Tous les quatre mois au minimum, un échantillon moyen représentatif constitué sur une période minimale de 24 h sera confié à un laboratoire agréé aux fins d'analyses sur les paramètres visés au tableau du paragraphe 1.2.17 ci-dessus.

#### 1.2.20.2 Effluents à l'entrée de la station

Une surveillance de la qualité des effluents arrivant en station sera réalisée par les moyens de l'exploitant sur chacun des émissaires d'arrivée des effluents de la Société BONGRAIN GERARD et de la Commune DU THOLY, pour cette dernière à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Cette surveillance sera réalisée sur des échantillons moyens représentatifs constitués par période de 24 heures et suivant les méthodes normalisées indiquées au tableau du paragraphe 1.2.17 ci-dessus et portera sur les paramètres et suivant les fréquences indiquées au paragraphe 1.2.20.1.a) ci-dessus.

1.2.20.3 L'inspecteur des installations classées pourra si nécessaire faire modifier la fréquence de ces mesures ou la liste des paramètres à mesurer.

Les résultats des analyses d'autosurveillance réalisées par l'exploitant et par le laboratoire agréé doivent être transmis à l'inspecteur des installations classées dans le mois qui suit.

L'exploitant devra analyser et commenter les résultats obtenus qui présenteraient un dépassement par rapport aux normes prescrites et indiquer les dispositions compensatoires qu'il a été amené ou qu'il envisage de prendre.

Les résultats des mesures seront accompagnés de l'indication soit du niveau de réception du lait, soit du niveau de fabrication des produits pendant la période correspondante.

Ils seront archivés pendant une durée minimale de trois ans.

1.2.21 Contrôles - L'inspecteur des installations classées pourra faire procéder à tous prélèvements ou mesures qui lui paraîtraient nécessaires aux fins d'analyses par un laboratoire extérieur agréé par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement.

1.2.22 Les frais afférents aux analyses, mesures, contrôles prévus aux paragraphes précédents sont à la charge de l'exploitant.

#### Protection des réseaux d'eau potable

1.2.23 Toutes dispositions seront prises dans l'établissement pour éviter, à l'occasion d'une mise en dépression du réseau public d'alimentation en eau, tout phénomène de retour d'eau susceptible de polluer le réseau.

Cette protection devra être réalisée par la mise en place d'une disconnexion, soit par un bac de disconnexion ou soit par un ou des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable. L'alimentation en eau de cette réserve se fera soit par surverse totale, soit au-dessus d'une canalisation de trop-plein (5 cm au moins au-dessus) installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

Ces dispositions sont également applicables au réseau d'alimentation en eaux provenant des sources et étang utilisés par l'exploitant.

### **1.3 Prescriptions générales relatives à la prévention de la pollution atmosphérique**

**1.3.1 Interdiction générale** - Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières, des odeurs ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

**1.3.2 Captage et épuration des rejets à l'atmosphère** - Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions.

#### **1.3.3 Rejets à l'atmosphère**

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets :

- la forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Le débouché des cheminées ne doit pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois,...) ;
- l'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants ;
- les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente ;
- les points de rejet doivent être en nombre aussi réduit que possible.

**1.3.4 La dilution des effluents est interdite.**

#### **1.3.5 Points de prélèvements**

Sur chaque canalisation de rejet doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.).

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ils doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

#### **1.3.6 Surveillance des rejets**

L'autosurveillance de ses rejets atmosphériques sera réalisée par l'exploitant dans les conditions suivantes :

- l'exploitant s'assure régulièrement du bon fonctionnement des éventuels systèmes de captation et d'aspiration et reporte les données et résultats de cette surveillance sur un registre ouvert à cet effet ;
- la surveillance des rejets des installations de combustion se fera conformément aux indications du paragraphe 2.8.16 du présent arrêté.

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des campagnes complémentaires de mesures des rejets à l'atmosphère soient effectuées. Celles-ci seront réalisées

par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement pour les contrôles à l'émission. A défaut, le choix de l'organisme sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

Les frais occasionnés par ces mesures seront à la charge de l'exploitant.

Leurs résultats seront transmis dans le mois qui suit à l'inspecteur des installations classées.

#### 1.3.7 Cas particulier des tours d'aéroréfrigérants

En vue de prévenir l'émission d'aérosols contaminés par *Legionella*, les dispositifs à refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air sont soumis aux obligations suivantes :

1.3.7.1 Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement au sens du présent arrêté les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

1.3.7.2 L'exploitant devra maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt, le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons...) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

#### 1.3.7.3 Entretien

I. Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procédera à :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint ;
- un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques ;
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des *Legionella* a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'appliquera, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles seront rejetées à l'égout, soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des installations classées. Les rejets à l'égout ne devront pas nuire à la sécurité des personnes ni à la conservation des ouvrages.

II. Si l'exploitant justifie d'une impossibilité technique à respecter les dispositions du paragraphe I supra, il devra mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des *Legionella*, validé in situ par des analyses d'eau pour recherche de *Legionella*, dont une au moins interviendra sur la période de mai à octobre.

1.3.7.4 Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant mettra à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques,
- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

Un panneau devra signaler le port de masque obligatoire.

1.3.7.5 Pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement, l'exploitant fera appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

1.3.7.6 L'exploitant reportera toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionnera :

- les volumes d'eau consommée mensuellement,
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt,
- les opérations de vidanges, nettoyage et désinfection (dates/nature des opérations/identification des intervenants/nature et concentration des produits de traitement),
- les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en *Legionella* ...).

Les plans des installations, comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement, devront être annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

1.3.7.7 L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques seront réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais de prélèvements et des analyses seront supportés par l'exploitant.

Les résultats d'analyses seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

1.3.7.8 Si les résultats d'analyses réalisées en application des paragraphes ci-dessus mettent en évidence une concentration en *Legionella* supérieure à  $10^5$  unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant devra immédiatement stopper le fonctionnement du système de refroidissement. Sa remise en service sera conditionnée au respect des dispositions du paragraphe 1.3.7.3-I supra.

Si les résultats d'analyses réalisées en application des paragraphes ci-dessus mettent en évidence une concentration en *Legionella* comprise entre  $10^3$  et  $10^5$  unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant fera réaliser un nouveau contrôle de la concentration en *Legionella* un mois après le premier prélèvement. Le contrôle mensuel sera renouvelé tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs.

1.3.7.9 En cas d'implantation de nouveaux dispositifs de refroidissement, l'alimentation en eau d'appoint de chaque dispositif de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera doté d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du dispositif de refroidissement sera équipé d'un ensemble de protection par disconnection situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

1.3.7.10 En cas d'implantation de nouveaux dispositifs de refroidissement, les rejets d'aérosols ne sont situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejet seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.

## **1.4 Prescriptions générales relatives à la prévention du bruit**

### **1.4.1 Valeurs limites de bruits aériens**

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou par voie solide susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables.

Les dispositions du présent titre sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés au paragraphe 1.4.2 ci-après.

Afin de respecter les valeurs d'émergence définies à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété de l'établissement ne devront pas excéder les seuils fixés dans le tableau ci-dessous :

Emplacement des points de contrôle (voir plan annexé au présent arrêté)	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Jour des jours ouvrables 7h à 22h	Nuit 22h à 7h, ainsi que les Dimanches et Jours fériés
Point A : Limites de propriété de l'établissement, côté Nord, rue Eugène Gérard	60	52
Point B : Limites de propriété de l'établissement, angle Sud-Est.	65	60
Point C : Limites de propriété de l'établissement, façade Ouest.	61	53

### **1.4.2 Véhicules, engins de chantier**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**1.4.3 Vibrations** - Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 (JO du 22 octobre 1986) sont applicables.

#### 1.4.4 Mesure de bruit

La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (bruits aériens), et des règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 (bruits solidiens).

L'exploitant fera réaliser, au moins tous les trois ans, une mesure du bruit aérien et de l'émergence dus à son installation. Les mesures seront faites selon la méthode indiquée ci-dessus. Elles seront effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles ponctuels ou périodiques de la situation acoustique par voie aérienne ou par voie solidienne soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation.

Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les frais de ces mesures en seront supportés par l'exploitant.

### 1.5 Prescriptions générales concernant l'élimination des déchets

1.5.1 D'une manière générale, les déchets produits par l'établissement devront être triés puis entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation, de manière à faciliter leur récupération ou élimination ultérieure.

1.5.2 En application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, modifiée le 30 décembre 1988, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, les déchets qui ne peuvent pas être valorisés seront éliminés dans des conditions propres à éviter de porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

Tous les déchets seront éliminés dans des installations autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

1.5.3 Pour les détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire au moins égal à 1100 l, les seuls modes d'élimination autorisés de ces déchets sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie (Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994).

1.5.4 Tout brûlage à l'air libre est interdit.

1.5.5 Conformément au décret n° 79.981 du 21 novembre 1979 modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées, les huiles minérales ou synthétiques usagées seront soit remises au(x) ramasseur(s) agréé(s) pour le département des Vosges, soit transportées directement en vue de la remise à une entreprise collectant les huiles dans un Etat de la CEE en application de la Directive n° 75.439/CEE du 16 juin 1975 modifiée, soit transportées directement pour mise à la disposition d'un éliminateur agréé au titre du Décret susvisé ou autorisé dans un autre Etat de la CEE en application de la Directive n° 75.439/CEE.

1.5.6 L'élimination (par le producteur ou un sous-traitant) des déchets générateurs de nuisances visés à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets se fera en application de cet arrêté. A cet effet notamment, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- origine, composition, quantité ;
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement ;

- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Les documents justificatifs de l'exécution, de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Un état récapitulatif de ces données lui sera transmis sur sa demande.

**1.5.7** Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risques de pollution.

- des mesures de protection contre la pluie, de protection des envois... seront prises ;
- les stockages de déchets liquides seront munis d'une capacité de rétention conforme aux prescriptions du paragraphe 1.2.3 du présent arrêté ;
- les déchets constitués ou imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques, seront conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos. Ces récipients seront étanches ; on disposera à proximité des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés au risque.

**1.5.8** La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

**1.5.9** Boues de la station d'épuration

Les boues de la station d'épuration de la société BONGRAIN GERARD ne pourront être éliminées en valorisation agricole que sous réserve du respect des normes et des dispositions précisées au Titre 3 ci-dessous.

\*  
\* \*



## **1.6 Prescriptions générales concernant les risques**

### **Conception des bâtiments et accessibilité**

1.6.1 Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre une évacuation rapide du personnel et à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'installation doit être en toutes circonstances accessible aux engins d'incendie et de secours. A cet effet, une ou des voies-engins sont maintenues libres à la circulation sur le demi-périmètre au moins de l'installation. Ces voies doivent permettre l'accès des engins-pompes des sapeurs-pompiers et, en outre si elles sont en cul-de-sac, les demi-tours et croisements de ces engins.

Le planchers-hauts de l'installation situés à une hauteur supérieure à 8 m par rapport à la voie-engin, doivent être desservis, sur au moins une face, par une voie-échelle.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

Les locaux à risques d'explosion ou d'incendie seront équipés d'au moins deux issues opposées s'ouvrant vers l'extérieur du local et devant pouvoir être manoeuvrées en toutes circonstances.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté au risque particulier de l'installation. De tels dispositifs doivent être mis en place lors de toute rénovation ou construction de bâtiment.

1.6.2 Ventilation - Sans préjudice des dispositions du Code de Travail, les locaux doivent être suffisamment ventilés pour notamment éviter l'apparition d'une atmosphère explosible ou nocive.

### **Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie**

1.6.3 L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, définis sous la responsabilité de l'exploitant, tels que :

- extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles, toujours facilement accessibles et visiblement signalés. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits utilisés ou stockés ;
- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 m au plus de l'installation, ou une réserve d'eau suffisante permettant d'alimenter avec un débit ou une pression suffisants, indépendants de ceux des appareils d'incendie, des robinets d'incendie armés ou tous autres matériels fixes ou mobiles propres au site ;
- réserve de sable maintenu meuble et sec avec pelles ;
- matériels spécifiques d'intervention (masques, combinaisons,...).

#### 1.6.4 Contrôle – Entretien

L'exploitant s'assurera trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue, aisément accessibles et en bon état extérieur.

Les moyens de secours doivent être entretenus en bon état ; ils feront l'objet de vérifications périodiques par une personne qualifiée. Leurs résultats seront consignés sur un registre.

La date de vérification des extincteurs sera portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

#### 1.6.5 Le personnel sera entraîné au maniement des moyens de secours.

1.6.6 Alarme - Il doit exister un dispositif d'alarme par signal sonore ayant pour objet, en cas d'incendie grave, d'inviter les occupants à quitter l'établissement dans le délai le plus court. Ce signal doit pouvoir être entendu simultanément de tous les locaux occupés par les occupants. L'alarme sonore doit avoir une autonomie minimale de cinq minutes.

1.6.7 Protection individuelle - Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et de l'atelier d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

#### Localisation des risques

1.6.8 L'exploitant recense sous sa responsabilité les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.

L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties des installations, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles, émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque est signalé.

#### Installations électriques

1.6.9 L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO NC du 30 avril 1980).

A cet effet, l'exploitant déterminera sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosibles et les matériels électriques à y installer et en dressera une carte qu'il tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Une justification que les équipements électriques ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant.

1.6.10 Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la zone en cause.

1.6.11 Les appareils et masses métalliques (machines, manutention, canalisations...) devront être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammables des produits.

La mise à la terre sera faite selon les règles de l'art et sera distincte du paratonnerre éventuel. La valeur des résistances de mise à la terre sera périodiquement vérifiée et conforme aux normes en vigueur.

1.6.12 A proximité d'au moins une issue de chaque bâtiment est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique de l'atelier sauf celle des moyens de secours (pompes des réseaux d'extinction automatique, désenfumage...).

1.6.13 Un éclairage de sécurité sera installé au-dessus de chaque issue.

#### Interdictions de feu

1.6.14 Dans les parties de l'installation visées au paragraphe 1.6.8 ci-dessus et présentant des risques d'apparition d'une atmosphère explosive, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu. Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents à l'entrée et dans les zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie, et en particulier dans les zones de :

- transformateurs contenant des PCB-PCT,
- stockage de liquides inflammables,
- stockages d'emballages,
- installation de stockage et d'emploi d'ammoniac,
- ateliers de charge d'accumulateurs.

1.6.15 Dans les parties de l'installation visées au paragraphe 1.6.8 ci-dessus et présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

#### Exploitation

1.6.16 Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

1.6.17 Des rondes de sécurité devront être effectuées dans tous les locaux et dépôts après la fin du travail.

#### Consignes d'incendie

1.6.18 Une consigne prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie sera diffusée à tous les membres du personnel, ceux-ci seront périodiquement entraînés à l'application de la consigne. Elle précisera notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- la composition des équipes d'intervention ;

- la fréquence des exercices ;
- les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours ;
- les personnes à prévenir en cas de sinistre ;
- le fonctionnement des alarmes ainsi que des différents dispositifs de sécurité et la périodicité de leurs vérifications.

Cette consigne sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

## **1.7 Exploitation - Entretien**

### **1.7.1 Surveillance - Accès**

L'exploitation se fera sous la surveillance, directe, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir accès libre aux installations.

### **1.7.2 Connaissance des produits - Etiquetage**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le Code du Travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### **1.7.3 Registre entrées/sorties**

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

### **1.7.4 Vérifications périodiques des installations électriques**

Les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité des vérifications périodiques est fixée à un an. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Les rapports de vérifications seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

**1.7.5 Alarmes** - Le déclenchement des alarmes installées dans les ateliers et dépôts et destinées à signaler la survenue d'incidents et d'accidents sera reporté d'une part dans l'établissement d'autre part, en période de fermeture de l'établissement, auprès d'une personne responsable, nommément désignée à cet effet et qui sera chargée de mettre en oeuvre les mesures prévues à cette occasion.

#### 1.7.6 Consignes de sécurité

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel ; elles doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones prévues à l'article 1.6.14 supra ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ainsi que les conditions de rejet ;
- les conditions de délivrance des permis de travail et des permis de feu ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les procédures d'alerte avec le numéro de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ... ;
- les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides).

#### 1.7.7 Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage, arrêt, fonctionnement normal, entretien ...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites ; ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence des contrôles des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien dans l'atelier de la quantité nécessaire au fonctionnement de l'installation.

#### 1.7.8 Vérifications et contrôles

Tous les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, devront faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec l'indication des date et nature des vérifications, de la personne ou de l'organisme chargé de la vérification, du motif de la vérification (vérification périodique ou suite à un incident, et dans ce cas nature et cause de l'incident).

Ce registre, qui pourra être celui prévu au paragraphe 1.1.4 supra, devra être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### 1.7.9 Fin d'exploitation -

En fin d'exploitation, tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées et dégazées ; elles sont si possible enlevées, sinon, et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être neutralisées par remplissage avec un matériau solide inerte.

## **2 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

### **2.1 Prescriptions particulières relatives aux installations de réfrigération à l'ammoniac**

L'installation est implantée dans une salle technique et comprend :

- quatre groupes compresseurs de 596 kW de puissance globale, avec un ballon tampon basse pression, deux condenseurs évaporatifs, des échangeurs à plaques et un refroidisseur à ruissellement.

La quantité d'ammoniac présente dans l'installation est de 1,2 t.

#### **Dispositions générales**

2.1.1 Les salles des machines doivent être conformes à la norme NF E 35-400.

La ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique calculé selon les normes en vigueur, de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et d'une source de chaleur, de façon à ne pas entraîner de risque pour l'environnement et pour la santé humaine.

Les moteurs des extracteurs doivent être protégés pour éviter tout risque d'explosion.

2.1.2 L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'énergie.

2.1.3 L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.1.4 Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.

2.1.5 Contrôles de l'installation

Avant la mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable au sens de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, l'installation complète doit être vérifiée. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées inséré au dossier de sécurité. Les frais occasionnés par ces vérifications sont supportés par l'exploitant.

Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix par l'exploitant est soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.

#### 2.1.6 Accidents

Le responsable des installations prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, et en particulier lorsque les installations sont placées sous la responsabilité d'une personne déléguée, l'administration ou les services d'intervention extérieurs disposent d'une assistance technique de l'exploitant ou des personnes qu'il aura désignées et aient communication de toutes les informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention en cas d'accident.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit les installations où a eu lieu un accident sans un accord de l'inspection des installations classées et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

2.1.7 Mise à l'arrêt définitif - Lors de l'arrêt définitif d'une installation, les bâtiments désaffectés doivent être débarrassés de toute charge d'ammoniac. Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans une installation en service. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec l'exploitation en cours, ces équipements doivent être vidés de leur contenu et physiquement isolés du reste des installations afin d'interdire leur réutilisation (sectionnement et bridage des conduites, etc.).

#### Implantation et aménagement général

2.1.8 Les installations doivent présenter une bonne tenue au risque sismique tel que définie par l'arrêté du 10 mai 1993 cité au 1.1.5 supra.

2.1.9 Les installations utilisant de l'ammoniac seront regroupées dans un local dit « salle des machines ».

Les portes, au nombre de deux au moins, devront s'ouvrir vers l'extérieur du local et être disposées sur deux côtés opposés de la salle des machines.

Elles doivent pouvoir être ouvertes de l'intérieur en toutes circonstances.

L'une au moins des portes devra donner accès à l'extérieur du bâtiment sans passage par un local occupé par du personnel.

La ou les portes donnant sur un local occupé par du personnel seront spécialement construites pour limiter le risque de fuite éventuelle d'ammoniac vers les locaux.

2.1.10 La salle des machines ne comportera pas d'autre ouverture que les portes ; les passages de canalisations seront correctement jointoyés pour empêcher une éventuelle sortie d'ammoniac vers les autres locaux.

2.1.11 Ballon basse pression - Il devra être interposé entre le ballon basse pression et le local contenant les chaudières à vapeur une paroi ou tout dispositif d'efficacité équivalente destiné à protéger le ballon et ses accessoires contre le souffle et les projections d'une éventuelle explosion qui se produirait dans la chaufferie.

2.1.12 Dans les zones dangereuses de l'établissement visées au paragraphe 2.1.25 infra, la mise en place d'équipements ou de constructions non indispensables à l'exploitation de l'installation frigorifique et qui nuisent soit à la ventilation de l'installation, soit à l'intervention des secours lors d'un accident, est interdite.

Les locaux sanitaires et sociaux (vestiaires, zones de repos, cafétéria, etc...) doivent être séparés de la salle des machines.

### 2.1.13 Effets toxiques sur l'homme

Les installations doivent être munies des aménagements et dispositifs tels que les seuils des effets significatifs pour l'homme ne soient pas dépassés en limite d'établissement.

A cet effet, un dispositif formant écran, étanche jusqu'à une hauteur minimale de 4 m au-dessus du sol, sera placé tout autour du ballon basse pression. Il est destiné à permettre en cas de fuite une meilleure diffusion de l'ammoniac dans l'atmosphère et à diminuer sa concentration au niveau du sol.

2.1.14 Sans préjudice du code du travail, l'exploitant doit fixer les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles doivent être portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple : panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes, etc.).

2.1.15 L'installation doit être efficacement clôturée sur la totalité de sa périphérie à moins que le site lui-même ne soit clôturé. La clôture doit être facilement accessible depuis l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité. Elle doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours.).

2.1.16 Un gardiennage est assuré en permanence ou un système de transmission d'alarme à distance est mis en place de manière à ce qu'un responsable techniquement compétent puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en toute circonstance.

2.1.17 Les dispositions prévues dans l'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations sont rendues applicables à l'installation visée par le présent arrêté.

### Pollution des eaux

2.1.18 La réfrigération des installations ammoniac en eau perdue est interdite.

2.1.19 Toute utilisation d'ammoniac susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol, doit être associée à une capacité de rétention conforme aux prescriptions du paragraphe 1.2.3 du présent arrêté.

En particulier, le ballon basse pression sera placé au-dessus d'un dispositif formant cuvette de rétention permettant de stopper tout écoulement d'ammoniac liquide. La capacité de ce dispositif sera telle qu'elle permette de retenir la totalité de l'ammoniac liquide pouvant être contenu dans le réservoir, notamment pendant les périodes d'intervention sur les installations lorsque tout l'ammoniac y est stocké.

Cette capacité devra présenter toutes garanties de solidité. Elle sera notamment protégée contre les chocs des véhicules circulant dans la cour par des dispositifs de sécurité tels que bornes en béton armé, barrière...

2.1.20 Le rejet direct d'eaux provenant de circuits alimentant les échangeurs et appareillages dans lesquels circulent l'ammoniac ne peut être effectué qu'après avoir vérifié que ces eaux ne soient pas polluées accidentellement.

2.1.21 En aucun cas, les tuyauteries contenant l'ammoniac ne sont situées dans les égouts ou dans les conduits en liaison directe avec les égouts.

2.1.22 En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant doit être en mesure de fournir dans les meilleurs délais tous les renseignements connus dont il dispose



permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution.

2.1.23 Déchets - Les effluents aqueux récupérés susceptibles d'être pollués (pompages, lavage d'installation, etc.) doivent être stockés et éliminés dans les conditions du paragraphe 1.5 du présent arrêté.

#### Risques industriels lors d'un dysfonctionnement

2.1.24 Le personnel concerné doit avoir immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

A cet effet, l'exploitant déterminera la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité des installations en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations seront mesurés et si nécessaire ils sont enregistrés en continu et équipés d'alarmes.

Les équipements importants pour la sécurité seront de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvée. Leurs caractéristiques techniques devront être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liés aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système. Ces dispositifs devront permettre de s'assurer périodiquement, par test, de leur efficacité.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant 3 ans.

Des consignes écrites devront préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements.

Des dispositions seront prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet seront indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations seront à sécurité positive.

#### 2.1.25 Zones de sécurité

L'exploitant établira, sous sa responsabilité, une liste des zones de sécurité à l'intérieur de l'établissement, déterminées en fonction des quantités d'ammoniac mises en oeuvre, stockées ou pouvant apparaître en fonctionnement normal ou accidentel des installations. Cette liste ainsi qu'un plan de ces zones seront tenus à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Ils seront inclus dans le plan d'urgence prévu au paragraphe 2.1.43 ci-dessous.

Ces zones devront être matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, ...).

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible,...) et les consignes à observer seront indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes seront incluses dans le plan d'urgence.

L'exploitant doit pouvoir interdire, si nécessaire, l'accès à ces zones.

#### 2.1.26 Détection - Alarme

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées. Chaque local où est utilisé l'ammoniac devra être doté d'au moins un détecteur. Un détecteur sera placé dans la cuvette de rétention située sous le ballon tampon.

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1<sup>er</sup> seuil).

Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.

Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.

Des dispositifs complémentaires, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent et permettant d'estimer sa vitesse approximative seront implantés en un endroit dégagé, au-dessus des toitures.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

2.1.27 Les points de purge (huile, etc.) doivent être du diamètre minimal nécessaire aux besoins d'exploitation.

En aucun cas, les opérations de purge ne doivent conduire à une pollution du sol ou du milieu naturel. Les points de purge doivent être munis de deux vannes dont une à contre poids ou équivalent et doivent disposer d'un point de captage permettant de renvoyer le liquide ou le gaz vers un dispositif de neutralisation.

2.1.28 Désenfumage - Les salles des machines devront être équipées en partie haute de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des gaz dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du risque et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.

2.1.29 Le matériel électrique utilisé doit être approprié aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, les courants de circulation et la foudre.

Si l'installation ou l'appareillage conditionnant la sécurité ne peuvent être mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale, l'exploitant s'assurera de la disponibilité de l'alimentation électrique de secours et cela particulièrement à la suite de conditions météorologiques extrêmes (foudre, températures extrêmes, etc.).

L'éclairage de secours et les moteurs de la ventilation additionnelle restant sous tension doivent être conçus conformément à la réglementation en vigueur.

### 2.1.30 Appareils à pression

L'installation doit être conforme en tous points à la réglementation en vigueur concernant les appareils à pression de gaz, les compresseurs frigorifiques et les canalisations d'usine. La prise en compte des normes en vigueur est recommandée pour l'installation de production et de mise en oeuvre du froid.

L'arrêt du compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

Les matériaux servant à la fabrication des tuyauteries, vannes et raccords pouvant être soumis à des basses températures doivent avoir une résilience suffisante pour être en toute circonstance, exempts de fragilité.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter un retour d'ammoniac liquide en entrée des compresseurs en fonctionnement normal ou dégradé des installations de production de froid.

2.1.31 L'exploitant doit implanter d'une façon judicieuse un réseau de détection incendie, au besoin en s'assurant du concours des services internes à l'établissement ou d'entreprises spécialisées.

Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, PC incendie, etc.).

2.1.32 Les réservoirs, canalisations et équipements contenant de l'ammoniac liquide, gazeux ou biphasique doivent être protégés pour éviter d'être heurtés ou endommagés par des véhicules, des engins ou des charges, etc... A cet effet, il doit être mis en place, là où le risque est présent, des gabarits pour les canalisations aériennes, les installations au sol et leurs équipements sensibles (purge, etc.) et des barrières résistant aux chocs.

Un dispositif limiteur de pression doit être placé sur toute enceinte ou portion de canalisation, qui en régime normal peut être isolé par la fermeture d'une ou de plusieurs vannes sur phase liquide. Les échappements des dispositifs limiteurs de pression (soupapes, disques de rupture, etc.) doivent être captés sans possibilité d'obstruction accidentelle. Si le rejet peut entraîner des conséquences notables pour l'environnement et les personnes, il doit être relié à un dispositif destiné à recueillir ou à neutraliser l'ammoniac (réservoirs de confinement, rampe de pulvérisation, tour de lavage, etc.).

2.1.33 les capacités accumulatrices contenant de l'ammoniac doivent posséder un indicateur de niveau permettant d'en contrôler le contenu.

Plusieurs capacités réunies par des tuyauteries doivent pouvoir être isolées les unes des autres au moyen de vannes manuelles facilement accessibles en toute circonstance ou par des vannes automatiques pilotées par un ou plusieurs paramètres de l'installation ou actionnées par des « coups de poing » judicieusement placés.

Chaque réservoir sera équipé, en toutes circonstances, hormis pendant le temps de remplacement immédiat pour entretien, d'au moins deux dispositifs limiteurs de pression montés en parallèle et ayant une pression de levée au plus égale à la pression maximale en service. Si « n » est le nombre de dispositifs limiteurs de pression, « n-1 » dispositifs limiteurs de pression devront pouvoir évacuer le gaz de telle sorte que la pression à l'intérieur du réservoir n'excède jamais plus de 10% la pression maximale de service.

2.1.34 Toute portion d'installation contenant de l'ammoniac liquide sous pression susceptible d'entraîner des conséquences notables pour l'environnement doit pouvoir être isolée par une ou des vannes de sectionnement manuelles située(s) au plus près de la paroi du réservoir.

Sur la bride reliant chaque piquage des canalisations entre le ballon basse pression et les pompes en phase liquide ainsi qu'en aval immédiat de ces pompes seront placées des vannes de sectionnement à commande manuelle et à commande automatique. La commande automatique

sera asservie aux dispositifs de détection prévus au paragraphe 2.1.26 supra. Le délai de fermeture automatique des vannes ne dépassera pas 5 s à compter du moment de la détection.

Les canalisations doivent être les plus courtes possibles et de diamètres les plus réduits possibles, cela visant à limiter au maximum les débits d'émission d'ammoniac à l'atmosphère. De plus, elles doivent être efficacement protégées contre les chocs et la corrosion.

Les sorties de vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (bouchons de fin de ligne, etc.).

Les canalisations sont maintenues parfaitement étanches. Les matériaux utilisés pour leur réalisation et leurs dimensions doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages. Leur bon état de conservation doit pouvoir être contrôlé selon les normes et réglementations en vigueur. Ces contrôles donnent lieu à compte rendu et sont conservés durant un an à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### 2.1.35 Compresseurs - Chaque compresseur d'ammoniac doit être muni :

- d'un pressostat de sécurité devant arrêter le compresseur avant que la pression maximale en service soit atteinte. Ce pressostat devra être à sécurité positive et à réarmement manuel ;
- d'un séparateur de liquide ou d'un dispositif équivalent empêchant le compresseur d'aspirer l'ammoniac en phase liquide ou l'arrêtant dès que ce risque se présente, équipé d'un dispositif de pré-alarme visuel et sonore ainsi que d'un arrêt de niveau haut.

#### 2.1.36 Protections individuelle et collective

En dehors des moyens appropriés de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit mettre à la disposition du personnel travaillant dans les installations frigorifiques :

- des appareils de protection respiratoire en nombre suffisant (au minimum 2) adaptés au risque ammoniac ;
- des gants en nombre suffisants qui ne devront pas être détériorés par le froid, appropriés au risque et au milieu ambiant ;
- des vêtements et masques de protection adaptés aux risques conservés à proximité des dépôts et ateliers d'utilisation de l'ammoniac ;
- des brancards pour évacuer d'éventuels blessés ou intoxiqués.

L'ensemble de ces équipements de protection doit être suffisamment éloigné des réservoirs, accessible en toutes circonstances et situé à proximité des postes de travail. Ces matériels doivent être entretenus en bon état, vérifiés périodiquement et rangés à proximité d'un point d'eau et à l'abri des intempéries.

L'établissement disposera en permanence d'une réserve d'eau et de l'appareillage approprié (douches, douches oculaires, etc.) permettant l'arrosage de personnel atteint par des projections d'ammoniac. Ce poste sera maintenu en bon état de fonctionnement et régulièrement vérifié.

### 2.1.37 Formation du personnel

L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation « sécurité » de son personnel. Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci.

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur l'ammoniac ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement. A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués ;
- un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.

### Opérations de chargement et de vidange des installations

#### 2.1.38 Remplissage des installations

Toute disposition doivent être prises pour qu'une fuite d'ammoniac lors des opérations de chargement ou de vidange de l'installation soit rapidement maîtrisée et que son extension soit la plus réduite possible.

Le véhicule citerne doit être disposé de façon qu'il ne puisse en cours de manœuvre endommager l'équipement fixe ou mobile servant au transvasement ainsi que tout autre équipement ou dispositif de sécurité de l'installation de réfrigération. Il doit être immobilisé la cabine face à la sortie.

#### 2.1.39 Dégazage

A l'exception de celles nécessaires à la sécurité des hommes ou à la sécurité des équipements, toute opération de dégazage dans l'atmosphère est interdite. Cette interdiction doit faire l'objet d'un marquage efficace sur les équipements.

Un contrôle d'étanchéité doit être effectué avant remplissage de l'installation et à l'issue de toute intervention sur le circuit ammoniac.

#### 2.1.40 Récupération de l'ammoniac

Lors d'un entretien, d'une réparation ou de la mise au rebut d'un équipement nécessitant une vidange de l'installation, la récupération intégrale des fluides est obligatoire. Les opérations correspondantes doivent être assurées par une personne compétente. La solution ammoniacale éventuellement produite ne peut être rejetée que dans le respect des prescriptions du paragraphe 2.1.23 supra.

Le transvasement par équilibre de phase doit être privilégié.

2.1.41 Lorsque le transvasement d'ammoniac est effectué à l'aide de flexibles, ceux-ci doivent être équipés conformément aux dispositions suivantes :

- les flexibles doivent être protégés à chacune de leurs extrémités par des dispositifs de sécurité arrêtant totalement le débit en cas de rupture du flexible ;

- ces dispositifs doivent être automatiques et manoeuvrables à distance pour des flexibles d'un diamètre supérieur au diamètre nominal de 25 millimètres.

Les flexibles doivent être utilisés et entreposés après utilisation de telle sorte qu'ils ne puissent subir aucune détérioration. En particulier, ils ne doivent pas subir de torsion permanente, ni d'écrasement.

L'état du flexible, appartenant ou non à l'exploitant, doit faire l'objet d'un contrôle avant toute opération de transvasement (règlement des transports de matières dangereuses, etc.).

2.1.42 Les personnes procédant au transvasement doivent être spécifiquement qualifiées et parfaitement informées.

### Mesures d'urgence

#### 2.1.43 Plan d'urgence

L'exploitant mettra à jour, dans les six mois suivant la notification du présent arrêté, le plan d'urgence « risques ammoniac ». Celui-ci doit définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens que l'exploitant mettra en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan sera complété par l'avis du CHSCT, s'il existe, sera transmis à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées (DRIRE). Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées. Le plan d'urgence doit être révisé au plus tard tous les cinq ans.

En cas d'accident, l'exploitant assurera à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours spécialisé par le Préfet.

\*  
\* \*

## **2.2 Prescriptions particulières relatives à l'exploitation de matériels imprégnés de PCB-PCT**

2.2.1 Les matériels imprégnés de PCB, PCT susceptibles de s'écouler doivent être pourvus de dispositifs étanches de rétention des écoulements d'un volume au moins égal au volume global des appareils et récipients contenus.

Pour les installations existantes ne faisant pas l'objet de modification, le système de rétention existant peut être maintenu s'il est étanche et que son débordement n'est pas susceptible de rejoindre directement le milieu naturel ou un réseau collectif d'assainissement.

2.2.2 Les stocks seront conditionnés dans des récipients résistants et seront identifiés. Ils seront gardés dans un dispositif formant capacité de rétention (voir caractéristiques au paragraphe 1.2.3 supra) à l'abri de toute activité ou stockage mettant au jour des matières combustibles ou inflammables.

2.2.3 Tout appareil contenant des PCB ou PCT devra être signalé par étiquetage tel que défini par l'article 8 de l'arrêté du 8 juillet 1975.

2.2.4 Une vérification périodique visuelle tous les 3 ans de l'étanchéité ou de l'absence de fuite sera effectuée par l'exploitant sur les appareils et dispositifs de rétention.

Les conclusions de cette vérification seront inscrites dans le registre de contrôle de l'installation.

2.2.5 L'exploitant s'assure que l'intérieur de la cellule contenant le matériel imprégné de PCB ou PCT ne comporte pas de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie important et que la prévention et la protection incendie sont appropriées.

Il vérifie également que dans son installation, à proximité de matériel classé PCB ou PCT, il n'y a pas d'accumulation de matière inflammable sans moyens appropriés de prévention ou de protection.

Le local contenant du matériel imprégné de PCB ou PCT sera séparé des activités mettant en jeu des matières inflammables, combustibles ou dangereuses par une paroi coupe-feu de degré 2 heures (planchers hauts, parois verticales...) ; les dispositifs de communication éventuels avec d'autres locaux doivent être coupe-feu de degré 1 heure. L'ouverture se faisant vers la sortie, les portes seront munies de ferme-porte.

2.2.6 Des mesures préventives doivent être prises afin de limiter la probabilité et les conséquences d'accidents conduisant à la diffusion des substances toxiques (une des principales causes de tels accidents est un défaut de protection électrique individuelle en amont ou en aval de l'appareil) ; ainsi, une surpression interne au matériel, provoquée notamment par un défaut électrique, peut produire une brèche favorisant une dispersion de PCB : il faut alors éviter la formation d'un arc déclenchant un feu.

Les matériels électriques contenant du PCB ou PCT devront être conformes aux normes en vigueur au moment de leur installation. Les dispositifs de protection individuelle devront aussi être tels qu'aucun réenclenchement automatique ne soit possible. Des consignes devront être données pour éviter tout réenclenchement manuel avant analyse du défaut du matériel.

2.2.7 Les déchets provenant de l'exploitation (entretien, remplissage, nettoyage ...) souillés de PCB ou PCT seront stockés puis éliminés dans des conditions compatibles avec la protection de l'environnement et, en tout état de cause, dans des installations régulièrement autorisées à cet effet. L'exploitant sera en mesure d'en justifier à tout moment.

Les déchets souillés à plus de 100 ppm seront éliminés dans une installation autorisée assurant la destruction des molécules de PCB et PCT.

Pour les déchets présentant une teneur comprise entre 10 et 100 ppm l'exploitant justifiera les filières d'élimination envisagées (transfert vers une décharge pour déchets industriels, confinement...).

**2.2.8** En cas de travaux d'entretien courants ou de réparation sur place, tels que la manipulation d'appareils contenant des PCB, la remise à niveau ou l'épuration du diélectrique aux PCB, l'exploitant prendra les dispositions nécessaires à la prévention des risques de pollution ou de nuisance liés à ces opérations.

Il devra notamment éviter :

- les écoulements de PCB ou PCT (débordements, ruptures de flexible ...) ;
- une surchauffe du matériel ou du diélectrique ;
- le contact du PCB ou PCT avec la flamme.

Ces opérations seront réalisées sur surface étanche, au besoin en rajoutant une bâche.

Une signalisation adéquate sera mise en place pendant la durée des opérations.

L'exploitant s'assurera également que le matériel utilisé pour ces travaux est adapté (compatibilité avec les PCB - PCT) et n'est pas susceptible de provoquer un accident (camion non protégé électriquement, choc pendant une manoeuvre, flexible en mauvais état...). Les déchets souillés de PCB ou PCT éventuellement engendrés par ces opérations seront éliminés dans les conditions fixées au paragraphe 2.2.7 supra.

**2.2.9** En cas de travaux de démantèlement, de mise au rebut, l'exploitant préviendra l'inspecteur des installations classées, lui précisera le cas échéant la destination finale des PCB ou PCT et des substances souillées. L'exploitant demandera et archivera les justificatifs de leur élimination ou de leur régénération, dans une installation régulièrement autorisée et agréée à cet effet.

La mise en décharge ou le brûlage simple sont notamment interdits.

**2.2.10** Tout matériel imprégné de PCB ou PCT ne peut être destiné au ferrailage qu'après avoir été décontaminé par un procédé permettant d'obtenir une décontamination durable à moins de 100 ppm en masse de l'objet. De même, la réutilisation d'un matériel usagé aux PCB pour qu'il ne soit plus considéré au PCB (par changement diélectrique par exemple) ne peut être effectuée qu'après une décontamination durable à moins de 100 ppm en masse de l'objet.

**2.2.11** En cas d'accident (rupture, éclatement, incendie...) l'exploitant informera immédiatement l'inspection des installations classées. Il lui indiquera les dispositions prises à titre conservatoire telles que, notamment, les mesures ou travaux immédiats susceptibles de réduire les conséquences de l'accident.

L'inspecteur pourra demander ensuite à ce qu'il soit procédé aux analyses jugées nécessaires pour caractériser la contamination de l'installation et de l'environnement en PCB ou PCT et, le cas échéant, en produits de décomposition.

Au vu des résultats de ces analyses, l'inspection des installations classées pourra demander à l'exploitant la réalisation des travaux nécessaires à la décontamination des lieux concernés.

Ces analyses et travaux seront précisés par un arrêté préfectoral dans le cas où leur ampleur le justifierait.

L'exploitant informera l'inspection de l'achèvement des mesures et travaux demandés.

Les gravats, sols ou matériaux contaminés seront éliminés dans les conditions prévues au paragraphe 2.2.7 supra.



## **2.3 Prescriptions particulières relatives au stockage de produits comburants**

**2.3.1** Les installations doivent être implantées à une distance d'au moins 8 m de tout stockage de matières dangereuses d'une autre nature ou pouvant entraîner un accroissement des risques (matières combustibles par exemple).

**2.3.2** Les locaux abritant les produits doivent présenter les caractéristiques minimales suivantes de résistance au feu :

- parois et planchers hauts coupe feu de degré 2 h ;
- couverture incombustible ;
- portes intérieures coupe feu de degré 1/2 h et munies d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant sur l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 h ;
- matériaux de classe M0 ou incombustibles.

**2.3.3** Les locaux doivent être suffisamment ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive.

**2.3.4** Les moyens de lutte contre l'incendie prévus au paragraphe 1.6 supra devront, pour ces produits, être compatibles avec les risques à combattre et les produits stockés.

\*  
\* \*

## **2.4 Prescriptions particulières au dépôt de liquides inflammables**

### **a) Réservoirs aériens de FOL**

#### **Implantation**

2.4.1 Le dépôt est installé en plein air. Son accès sera convenablement interdit à toute personne étrangère.

Une clôture d'une hauteur minimale de 2,50 m, de préférence en grillage, entourera le dépôt à au moins 3 m de distance de la cuvette.

Il se trouve à plus de 2 mètres de bâtiments occupés ou habités.

Le sol du dépôt, imperméable, incombustible, formera une cuvette de rétention de capacité minimale 160 m<sup>3</sup>.

Toutes dispositions seront prises pour pouvoir, le cas échéant, évacuer les eaux pluviales, sans qu'il y ait écoulement des liquides inflammables accidentellement répandus.

2.4.2 Il est interdit de faire du feu dans le dépôt et d'y apporter des flammes.

2.4.3 L'éclairage artificiel se fera au moyen de lampes électriques à incandescence ; l'installation, faite suivant les règles de l'art, pourra être du type ordinaire. L'emploi de lampes directement suspendues aux fils conducteurs est interdit.

Si des lampes dites "baladeuses" sont utilisées dans le dépôt, elles devront être conformes à la norme NF C - 61710.

#### **Réservoirs**

2.4.4 Les liquides seront enfermés dans des réservoirs fixes.

Ces récipients seront construits suivant les règles de l'art et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

L'épaisseur de la tôle sera de 3 mm au moins si la contenance est inférieure à 1.000 litres, de 4 mm si elle est supérieure.

La résistance et l'étanchéité du réservoir seront vérifiées par un essai soit à l'eau, soit au liquide lui-même, sous la pression de 0,6 hectopièze. Cet essai sera renouvelé toutes les fois qu'il sera fait une réparation susceptible d'intéresser l'étanchéité du réservoir. Chaque essai sera constaté par un procès-verbal signé de l'installateur et du permissionnaire. Ce procès-verbal sera transmis au Préfet avant la mise en service du réservoir.

Un dispositif de purge et un départ de canalisation d'utilisation pourront exister à la partie inférieure des réservoirs.

Les réservoirs fixes seront solidement amarrés. Ils seront réunis les uns aux autres par une connexion métallique et mis à la terre par un conducteur dont la résistance électrique sera inférieure à 100 ohms.

Toutes dispositions seront prises pour protéger les réservoirs contre la corrosion.

### Equipement des réservoirs

2.4.5 Les canalisations devront être métalliques, installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques ou électrolytiques.

2.4.6 Les bouches d'emplissage des réservoirs seront équipées d'un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes AFNOR, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement du véhicule de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage doit être fermé par un obturateur étanche.

2.4.7 Des dispositifs seront placés sous les orifices des canalisations de remplissage des réservoirs pour permettre de recueillir les égouttures de liquides inflammables susceptibles de s'écouler lors des opérations d'approvisionnement.

2.4.8 Un dispositif convenable devra permettre de se rendre compte du niveau du liquide dans le réservoir ; toutefois, les tubes de niveau en verre, directement en charge sur le réservoir, sont interdits.

Le jaugeage direct par règle graduée est autorisée, sauf au moment du remplissage ; le bouchon du trou de jaugeage sera hermétiquement fermé en dehors de l'opération de jaugeage.

Il appartiendra à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de déborder.

2.4.9 Les manipulations de liquides inflammables se feront à l'aide de canalisations fixes et étanches, soit par gravité, soit à l'aide de pompes de circulation fixes et étanches. L'emploi d'air ou d'oxygène comprimés pour assurer la circulation des liquides est rigoureusement interdit.

2.4.10 Le tube d'évent destiné à permettre l'évacuation de l'air expulsé au moment du remplissage aura une section en rapport avec celle du tuyau de remplissage et avec le débit maximum du liquide à l'orifice de ce tuyau de manière à éviter tout danger de surpression à l'intérieur du réservoir.

Ce tube aura une direction ascendante avec un minimum de coudes, ceux-ci étant de grand rayon ; son extrémité débouchera à l'air libre, à une hauteur suffisante et à une distance convenable des fenêtres des maisons d'habitation, de manière que les gaz refluant à la sortie ne puissent incommoder le voisinage par les odeurs ; il devra se trouver à plus de 2 mètres de tout foyer. L'extrémité sera protégée contre la pluie.

2.4.11 Le dépôt sera séparé du local contenant la chaufferie par un mur ou par une cloison pleine, à l'épreuve du feu et par un espace libre de 0,50 m au moins du côté du dépôt ou par une distance minimale de 8 mètres.

Il n'y aura dans la cloison que les ouvertures nécessaires au passage des tuyauteries de liquides inflammables qui seront bien calfeutrées.

2.4.12 La nourrice et les brûleurs seront en contre-haut du réservoir, sauf si l'installation comporte des dispositifs de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

2.4.13 La capacité de la nourrice d'alimentation est limitée à 500 litres.

La nourrice sera munie d'un tube d'évent. Le tuyau de trop-plein peut jouer ce rôle. Elle pourra comporter un tube de niveau, en matière résistant à la corrosion, aux chocs, à la chaleur.

Des dispositions seront prises pour qu'en cas de fuite de la nourrice, le liquide stocké ne puisse s'écouler dehors vers les brûleurs.

2.4.14 Il existera un dispositif d'arrêt d'écoulement de l'hydrocarbure vers la nourrice ou vers les brûleurs, monté sur la canalisation d'alimentation, possédant une commande à main placée en dehors de la chaufferie ou de la salle des moteurs. Une pancarte très lisible indiquera le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'accident.

#### Précautions contre l'incendie

2.4.15 Le chauffage éventuel du liquide dans les réservoirs ou dans les nourrices ne peut être fait que par fluide chauffant, ininflammable ou par résistance électrique maintenue toujours immergée par un dispositif automatique approprié.

2.4.16 Des moyens de secours contre l'incendie, en rapport avec l'importance du dépôt, seront installés et maintenus en bon état de fonctionnement.

En particulier, des caisses de sable maintenu à l'état meuble avec pelles de projection et des extincteurs homologués NF M.I.H. seront placés en des endroits facilement accessibles, dans le dépôt et dans la chaufferie. L'emploi d'extincteurs susceptibles de dégager des vapeurs toxiques est interdit dans un bâtiment.

2.4.17 Aucun dépôt de matières combustibles ne sera constitué dans le dépôt ; tout amas de chiffons gras est interdit.

#### b) Dépôts enterrés de liquides inflammables

Les dépôts enterrés de GO (réservoirs enfouis) et de FOD (réservoir à double paroi) sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

A ce titre et en particulier,

- les réservoirs simple enveloppe enterrés installés suivant les dispositions en vigueur avant le 18 juillet 1998 doivent être remplacés ou transformés conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 juin 1998 au plus tard le 31 décembre 2010,
- avant leur remplacement ou leur transformation, les réservoirs simple enveloppe en contact avec le sol doivent subir un contrôle d'étanchéité tous les 5 ans par un organisme agréé.

\*  
\* \*

## **2.5 Prescriptions particulières applicables aux installations de distribution de liquides inflammables**

2.5.1 Les appareils servant aux manipulations, jaugeage, transvasement, etc. seront en matériaux résistant au feu.

2.5.2 Les appareils de distribution devront être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 m de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

2.5.3 L'emplacement choisi pour l'installation des appareils distributeurs ne devra pas se trouver en contrebas du réservoir, de façon à éviter tout danger de siphonnage.

Ils ne seront remplis de liquides inflammables qu'au moment du débit, et seront munis d'un dispositif permettant d'arrêter immédiatement son écoulement en cas de besoin.

Dans le cas d'appareils à débit continu à marche électrique, l'ouverture du clapet de la buse de distribution et son maintien en position ouverte ne doivent pas pouvoir s'effectuer sans intervention manuelle.

En particulier, en cas de panne de courant, pendant la distribution avec moto-pompe, la distribution ne doit pas pouvoir reprendre automatiquement au retour du courant sans intervention manuelle.

2.5.4 Il est interdit d'effectuer une distribution aux véhicules à moteur sans avoir, au préalable, procédé à l'arrêt du moteur et à l'extinction des éclairages à flamme, non électriques.

Il est interdit de fumer, en tout temps, à moins d'un mètre de l'appareil distributeur et, pendant le remplissage d'un véhicule, à moins de deux mètres de l'extrémité du flexible servant à ce remplissage.

Il est interdit d'approcher aux mêmes distances tout objet pouvant facilement devenir le siège à l'air libre de flammes ou d'étincelles ou qui comporte des points à une température supérieure à 150°C.

Ces diverses interdictions, en particulier celle de fumer et de laisser en marche le moteur d'un véhicule en cours de remplissage, seront affichées en caractères très apparents près des postes distributeurs.

2.5.5 Toutes dispositions seront prises pour éviter qu'à l'occasion d'un déversement accidentel les hydrocarbures ne rejoignent le milieu naturel.

2.5.6 Le flexible de distribution ou de remplissage doit être conforme à la norme NF T 47-255. Il sera entretenu en bon état de fonctionnement et remplacé au plus tard six ans après sa date de fabrication.

### **Appareillage électrique**

2.5.7 Le matériel électrique commandant les pompes de distribution sera de première classe, du type « antidéflagrant », tel qu'il est défini dans les « Règles d'aménagement intérieur des dépôts d'hydrocarbures ».

L'éclairage électrique des pompes de distribution et de la zone dangereuse (définie par la surface de la fosse ou par une surface débordant de 4 mètres un réservoir enfoui) sera de 2<sup>ème</sup> classe, du type « protection renforcée », tel qu'il est défini dans les « Règles d'aménagement intérieur des dépôts d'hydrocarbures ».

2.5.8 Le matériel électrique utilisé éventuellement pour l'éclairage et la ventilation d'une fosse en cours de désensablage ou d'un réservoir au cours d'une réparation ou d'une vérification devra être de 1<sup>ère</sup> classe.

2.5.9 Les canalisations électriques alimentant les distributeurs doivent pouvoir être mises hors tension à partir d'un point d'accès facile et non situé sur l'appareil distributeur.

2.5.10 Un procès-verbal signé par l'installateur et par le pétitionnaire, constatant que l'installation électrique est conforme aux prescriptions ci-dessus sera adressé au Préfet avant la mise en service des distributeurs.

#### Secours contre l'incendie

2.5.11 Des moyens de secours contre l'incendie, en rapport avec l'importance du dépôt et avec le nombre d'appareils distributeurs, seront installés et maintenus toujours en bon état de fonctionnement.

En particulier, des caisses de sable maintenu à l'état meuble, avec pelles de projection et des extincteurs pour feux d'hydrocarbures seront placés en des endroits facilement accessibles, près des bouches de remplissage, des tubes de jaugeage et de postes distributeurs.

\*  
\* \*

## **2.6 Prescriptions particulières aux stockages de bois, papiers, plastiques**

### **2.6.1 Comportement au feu du bâtiment**

Les éléments de construction du bâtiment doivent répondre aux caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- matériaux incombustibles ;
- parois coupe-feu de degré 2 heures ou distance minimale de 8 mètres d'un autre local ;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 2 heures ;
- porte donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure ;
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure.

### **2.6.2 Le bâtiment est réservé au seul stockage d'emballages.**

### **2.6.3 Aménagement et organisation du stockage**

L'installation de stockage est divisée en îlots de surface maximale 400 m<sup>2</sup>. Le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

La hauteur des stockages ne doit pas excéder 4 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 0,9 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme ou le plafond ; cette distance est à adapter en cas d'installation d'extinction automatique d'incendie.

Les matières et objets entreposés en masse (sac, palettes, octobins, etc...) forment des blocs limités de la façon suivante :

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc... soient largement dégagés.

2.6.4 A proximité d'au moins une issue est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique de l'installation, sauf des moyens de secours.

2.6.5 Chauffage - Le chauffage des locaux ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

La chaufferie sera située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur au bâtiment ou isolé par une paroi coupe-feu de degré deux heures sans communication.

Dans le cas d'un chauffage à air chaud produit par un générateur thermique, toutes les gaines à air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage.

## **2.7 Prescriptions particulières relatives aux activités de transformation du lait**

Pour les différentes activités ci-dessus, la capacité journalière maximale autorisée est de:

- collecte, réfrigération et stockage de lait : 280 000 l/j,
- collecte, réfrigération et stockage de crème : 10 000 l/j,
- pasteurisation, écrémage, standardisation,
- fabrication de et conditionnement de fromages à pâte molle,
- pré-concentration de lait et de lactosérum : 225 000 l/j.

### **Lutte contre les pertes de matière première ou les rejets de produits dérivés du lait**

#### **2.7.1 Récupération**

L'établissement disposera en permanence d'installations de récupération des produits dérivés adaptées à son niveau d'activité, telles que :

- tables d'égouttage pour la récupération du sérum,
- bacs de stockage pour stocker les sous-produits.

#### **2.7.2 Stockage**

L'installation devra disposer d'ouvrages permettant de stocker, collecter ou traiter les produits dérivés correspondant à la production d'une journée de pointe.

L'ensemble des ouvrages de stockage (de matière première ou de produits dérivés) sera muni d'un dispositif automatique empêchant les débordements de liquides ou placé dans un dispositif de rétention conformes aux dispositions du paragraphe 1.2.3 supra.

#### **2.7.3 Comptabilité matière**

Les moyens nécessaires seront mis en oeuvre pour connaître les volumes ou les poids dérivés obtenus dans l'établissement. Des mesures seront prises dans un document qui pourra être présenté, à sa demande, à l'inspecteur des installations classées.

Sur ce même registre, seront indiquées les destinations des produits dérivés liquides et les quantités correspondantes.

L'inspecteur des installations classées pourra demander la justification des livraisons de produits dérivés liquides réalisées (relevés récapitulatifs, bordereaux de livraison, etc...).

\*  
\* \*



## **2.8 Prescriptions particulières relatives aux installations de combustion**

Les installations de combustion sont constituées de :

- Une chaufferie centrale comprenant deux générateurs de vapeur
  - un générateur de vapeur saturée SACM de 8 t/h, alimenté au FOL n° 2 à moins de 4% de soufre, d'une puissance au foyer de 6,6 MW, installé en 1968.
  - un générateur de vapeur saturée STEIN FASEL de 7,4 t/h, alimenté au FOL n° 2 à moins de 4% de soufre, d'une puissance au foyer de 5,6 MW (4.860 th/h), installé en 1985.
- Un groupe électrogène fonctionnant au FOD en contrat EJP, d'une puissance de 3,5 MW et fournissant 1,18 MW électrique, installé en 1991.

### **Implantation – aménagement**

#### **2.8.1 Règles d'implantation**

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion, à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (distances mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou à défaut par rapport aux appareils eux-mêmes) :

- 10 m des limites de propriété et des établissements recevant du public de la 1ère à la 4ème catégorie, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation ;
- 10 m des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables.

A défaut de satisfaire à cette obligation d'éloignement, l'installation devra respecter les dispositions du paragraphe 2.8.2 (2<sup>ème</sup> alinéa) infra.

Les chaudières doivent être implantées dans un local uniquement destiné à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus.

Les installations ne doivent pas être surmontées de locaux à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elles ne doivent pas être installées en sous-sol de ces bâtiments.

#### **2.8.2 Comportement au feu et aux explosions des bâtiments**

Les locaux abritant les installations de combustion doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe M0 (incombustibles) ;
- stabilité au feu de degré 1 heure ;
- couverture incombustible.

Les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis-à-vis des locaux contigus, installations ou stockages pour lesquels les distances prévues au paragraphe 2.8.1 ne peuvent être respectées :

- parois, couverture et plancher haut coupe-feu de degré deux heures ;
- portes intérieures coupe-feu de degré une demi-heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- portes donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré une demi-heure au moins.

En particulier, la séparation entre le ballon basse pression de l'installation ammoniac et le local contenant les chaudières à vapeur devra être conforme aux prescriptions du paragraphe 2.1.11 supra.

### **2.8.3 Accessibilité**

Des aires de stationnement doivent être aménagées pour accueillir les véhicules assurant l'approvisionnement en combustible.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité ainsi pour permettre une exploitation normale des installations.

**2.8.4 Ventilation** - La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement de l'appareil de combustion, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation de l'air efficace ou par tout autre moyen équivalent.

### **2.8.5 Installations électriques –**

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur de manière visible et parfaitement accessible doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation à l'exception des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosible, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours qui doit être conçu pour fonctionner en atmosphère explosible.

Les matériels électriques doivent être conformes aux dispositions des paragraphes 1.6.9 et 1.6.10 supra du présent arrêté.

**2.8.6 Capacités intermédiaires** - Les capacités intermédiaires ou nourrices alimentant les appareils de combustion doivent être munies de dispositifs permettant d'éviter tout débordement. Elles sont associées à des rétentions répondant aux dispositions du paragraphe 1.2.3 du présent arrêté. Leur volume est strictement limité aux besoins de l'exploitation.

**2.8.7 Issues** - Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

### **2.8.8 Alimentation en combustible**

Les réseaux d'alimentation en combustibles doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive,...) et repérées par des couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans les consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte ou fermée.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion doit être aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manoeuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

#### 2.8.9 Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudière utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

### Exploitation, entretien

#### 2.8.10 Registre entrée-sortie

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de combustibles consommés. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des locaux abritant les appareils de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

#### 2.8.11 Entretien

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats en sont consignés par écrit.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

#### 2.8.12 Conduite des installations

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise :

- pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er février 1993 (JO du 03 mars 1993) relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier ;
- pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts soit de l'informer de ses derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

### Risques

#### 2.8.13 Moyens de lutte contre l'incendie

Les moyens de lutte contre l'incendie sont au minimum constitués par :

- 2 extincteurs de classe 55 B au moins par appareil de combustion ;
- un volume de sable disponible qui sera au moins de 100 l.

### Air - Odeurs

#### 2.8.14 Captage et épuration des rejets

Le débouché des cheminées doit avoir une direction verticale et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois,...).

#### 2.8.15 Valeurs limites et conditions de rejet

##### 2.8.15.1 Combustibles utilisés

Les combustibles à employer doivent correspondre aux caractéristiques préconisées par le constructeur de l'installation.

2.8.15.2 Hauteur des cheminées - La hauteur des cheminées équipant les installations de combustion de la chaufferie centrale sera au minimum de 26 m au-dessus du sol,

2.8.15.3 Vitesse d'éjection des gaz - La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale des chaudières de la de la chaufferie centrale sera au moins égale à 12 m/s.

2.8.15.4 Valeurs limites de rejet - Les installations de combustion doivent respecter les valeurs limites fixées ci-dessous dans les conditions de marche des installations à pleine charge. Elles sont exprimées en  $\text{mg}/\text{Nm}^3$  dans les conditions normales de température et de pression (273 K et 101.300 Pa) sur gaz sec :

- Chaudières de la chaufferie centrale , la teneur en oxygène étant ramenée à 3% en volume :
  - Dioxyde de soufre, en équivalent  $\text{SO}_2$  : 3 400  $\text{mg}/\text{Nm}^3$  ;
  - Oxydes d'azote, en équivalent  $\text{NO}_2$  : 750  $\text{mg}/\text{Nm}^3$  ; cette concentration est ramenée à 500  $\text{mg}/\text{Nm}^3$  à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 ;
  - Poussières : 100  $\text{mg}/\text{Nm}^3$  à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 ;
- Groupe électrogène au FOD, la teneur en oxygène étant ramenée à 5% en volume :
  - Oxydes d'azote, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005: 2250  $\text{mg}/\text{Nm}^3$  si régime de rotation  $\geq 1200$  tr/mn ; 2850  $\text{mg}/\text{Nm}^3$  si régime de rotation  $< 1200$  tr/mn
  - Poussières 150  $\text{mg}/\text{Nm}^3$  à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005

#### **2.8.16 Mesure périodique de la pollution rejetée**

a) A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, l'exploitant fait réaliser, **au moins tous les trois ans**, par un organisme agréé à cet effet par le Ministère de l'Environnement, une mesure des paramètres suivants dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée, et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétiques décrites par la norme NF X 44-052 doivent être respectées.

- Chaudières : débit rejeté et teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote ; les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

- Groupe électrogène : débit rejeté et teneurs en oxygène, poussières et oxydes d'azote ; les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, en régime stabilisé à pleine charge.

b) A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les installations de la chaufferie centrale doivent être pourvus d'appareils de contrôle permettant une évaluation en permanence de la teneur en poussières de rejets (opacimètre par exemple...).

c) Les dispositions du Décret n° 98-833 du 16 septembre 1998 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique sont applicables à ces installations.

**2.8.17 Entretien des installations** - Le réglage et l'entretien des installations se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

**2.8.18 Equipement** - Les chaudières doivent être équipées des appareils de contrôle prévus au titre II du Décret n° 98-817 du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW.

**2.8.19 Livret de chaufferie** - Les résultats des contrôles et les comptes rendus d'entretien seront portés au livret de chaufferie.

\*

\* \*

## **2.9 Prescriptions particulières aux postes et aux ateliers de charge d'accumulateurs**

**2.9.1** Les ateliers abritant les postes de charge seront construits en matériaux incombustibles. Ils ne commanderont aucun dégagement.

L'atelier de charge sera séparé des autres activités par une paroi coupe-feu de degré 2 h avec porte coupe-feu 1 h ou une distance de sécurité de 8 m libre de toute affectation.

**2.9.2** Les ateliers de charge ne seront pas installés dans un sous-sol ni surmontés d'étage. Leur porte d'accès s'ouvrira vers l'extérieur de l'atelier et sera normalement fermée.

**2.9.3** Le sol de l'atelier sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Les liquides qui se seront écoulés seront traités dans les conditions des paragraphes 1.2 ou 1.5 du présent arrêté.

**2.9.4** Des produits absorbants adaptés seront disponibles pour lutter efficacement contre tout écoulement de liquide.

**2.9.5** L'atelier de charge sera très largement ventilées par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonnant dans le local. La ventilation se fera de façon que le voisinage ne soit pas gêné ou incommodé par les émanations.

**2.9.6** Les ateliers n'auront pas d'autre affectation que la charge d'accumulateurs ; il sera notamment interdit d'y entreposer des matériaux incombustibles ou des substances inflammables.

**2.9.7** Le chauffage de l'atelier de charges ne pourra se faire que par fluide chauffant (eau, vapeur d'eau, air), La température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150 °C, la chaudière étant située dans un local extérieur aux zones de charge et séparé par une cloison pleine, incombustible et coupe-feu de degré 2 heures, sans baie de communication.

**2.9.8** Les installations électriques doivent être conformes aux dispositions du paragraphe 1.6.9 supra du présent arrêté.

**2.9.9** Les extincteurs affectés à cette installation seront des extincteurs spéciaux pour feux d'origine électrique (à l'exclusion d'extincteurs à mousse).

\*  
\* \*

## **2.10 Prescriptions particulières relatives à l'atelier de réparation de véhicules**

Le sol de l'atelier sera imperméable et M0 du point de vue de sa réaction au feu ; il aura une pente suffisante pour que les eaux et liquides éventuellement répandus s'écoulent en direction du dispositif indiqué au paragraphe 2.10.4 ci-dessous.

2.10.1 Les essais de moteurs à l'intérieur de l'atelier ne pourront être effectués qu'après branchement de l'échappement sur une canalisation spéciale faisant office de silencieux, et reliée à un conduit assurant l'émission des gaz à 1,2 m au-dessus de tout obstacle dans un rayon de 20 m ; l'emplacement de l'extrémité supérieure du conduit d'évacuation doit être tel qu'il ne puisse y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits des cheminées avoisinantes.

2.10.2 L'atelier sera divisé soit en postes de travail spécialisés, soit en postes de travail multifonctions.

Chaque poste de travail sera aménagé pour ne recevoir qu'un seul véhicule à la fois. Les distances entre postes de travail seront suffisantes pour assurer un isolement des véhicules propre à prévenir la propagation d'un incendie d'un véhicule à un autre.

Les opérations de soudage ne pourront avoir lieu que sur des postes de travail aménagés à cet effet et dans des conditions définies par des consignes internes.

2.10.3 Les moyens de secours contre l'incendie, prévus au paragraphe 1.6 supra, seront en rapport avec les risques à combattre et les produits utilisés et stockés.

2.10.4 Les eaux résiduelles de l'atelier, y compris les eaux de lavage des véhicules et engins à moteur, ne pourront être évacuées dans le milieu naturel qu'après avoir traversé au préalable un dispositif de séparation capable de traiter la totalité des liquides inflammables éventuellement répandus. Ce dispositif devra permettre de respecter les normes du paragraphe 1.2.17.2 c) du présent arrêté.

Ce dispositif devra être muni d'un système de blocage automatique ainsi que d'un regard placé avant la sortie et permettant de vérifier que l'eau évacuée n'entraîne pas de liquides inflammables, huiles, solvants etc...

Cet ensemble sera fréquemment visité; il sera toujours maintenu en bon état de fonctionnement et débarrassé aussi souvent que nécessaire des boues et des liquides retenus, qui seront éliminés conformément au point 1.5. du présent arrêté.

La capacité utile de traitement sera en rapport avec l'importance des effluents.

\*  
\* \*

### **3 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES A L'EPANDAGE DES BOUES DE LA STATION D'EPURATION**

#### **3.1 Dispositions générales**

Les boues issues de la station d'épuration biologique de la station d'épuration de la Société BONGRAIN GERARD ne pourront être éliminées en valorisation agricole que sous réserve du respect des normes et des dispositions du présent titre.

Elles sont liquides et subissent un épaissement physique avant mise en silo et épandage.

L'épandage se fait par projection liquide à partir de tonnes à lisier.

La nature, les caractéristiques et les quantités de boues destinées à l'épandage doivent être telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

L'épandage fera l'objet de deux conventions ou contrats établis, conformément aux indications de la Mission Régionale d'Encadrement du Recyclage Agricole et à l'arrêté du 2 février 1998 :

- Une convention établissant les engagements et leur durée entre d'une part la société BONGRAIN GERARD et d'autre part les agriculteurs autorisant l'épandage des boues sur leurs parcelles ;
- Une seconde convention établissant les engagements et leur durée entre d'une part la société BONGRAIN GERARD et d'autre part l'organisme indépendant chargé du suivi et de l'auto-surveillance de cet épandage agricole.

Ces documents seront tenus à la disponibilité de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'épandage vise les parcelles listées en annexe au présent arrêté, sises sur les communes de :

- LE THOLY,
- BRUYERES,
- CHAMDRAY,
- CLEURIE,
- FAYS,
- LA FORGE,
- LAVAL-SUR-VOLOGNE,
- LAVELINE DU HOUX,
- LIEZEY,
- REHAUPAL,
- TENDON.



### **3.2 Périodes d'épandage**

Les périodes d'épandage et les quantités épandues doivent être adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, et une percolation rapide ;
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ;
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

Par ailleurs, les pratiques d'épandage doivent respecter les prescriptions déjà imposées dans le département par l'arrêté préfectoral n° 2011/97 relatif au programme d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origines agricoles.

### **3.3 Interdictions d'épandage**

L'épandage des boues est interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé ;
- pendant les périodes de forte pluviométrie et pendant celles où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;
- à l'aide de dispositifs d'aéroaspersion produisant des brouillards fins.

En dehors de ces périodes, les boues seront stockées dans le silo implanté sur le site de la station d'épuration.

### **3.4 Conditions d'épandage**

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L.20 du code de la santé publique, l'épandage des boues respecte les distances et délais minima prévus aux tableaux suivants :

Nature des activités à protéger	Distance minimale	Domaine d'application
Puits, forages, sources, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères	35 m 100 m	Pente du terrain inférieure à 7% Pente du terrain supérieure à 7%
Cours d'eau et plans d'eau	5 m des berges 35 m des berges 100 m des berges 200 m des berges	<u>Pente du terrain inférieure à 7%</u> Boues stabilisées et enfouies immédiatement après l'épandage Autres cas <u>Pente du terrain supérieure à 7%</u> Boues solides et stabilisées Boues non stabilisées ou non solides
Lieux de baignade	200 mètres	
Sites d'aquaculture (pisciculture et zones conchylicoles)	500 mètres	
Habitation ou local occupé par les tiers, zones de loisirs et établissements recevant du public	50 mètres 100 mètres	Cas général En cas de déchets ou d'effluents odorants

*Tableau 1 Distances minima de réalisation des épandages*

	Délai minimum	
Herbages ou cultures fourragères	Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères Six semaines avant remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes Autres cas
Terrains affectés à des cultures maraîchères ou fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers	Pas d'épandage pendant la période de végétation	
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact direct avec les sols, ou susceptibles d'être consommés à l'état cru	Dix mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même Dix-huit mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes Autres cas

*Tableau 2 Délais minima de réalisation des épandages*

Au sens du présent arrêté, on entend par boues solides des boues déshydratées qui, entreposées sur une hauteur de 1 mètre, forment une pente au moins égale à 30°.

Au sens du présent arrêté, on entend par boues stabilisées des boues dont la fermentation est soit achevée, soit réduite de façon significative avant l'épandage (par ajout de chaux, par procédé mécanique, ...)

L'exploitant devra se conformer aux prescriptions fixées par les périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable, existants et à venir.

Aucun épandage ne devra avoir lieu sur un terrain faisant partie de la Z. N. I. E. F. F. 0021 0021 « Trou de l'Enfer ».

Au besoin et pour réduire les nuisances olfactives, les boues seront enfouies dans les 24 heures lorsque l'épandage est réalisé sur parcelles cultivées.

### 3.5 Concentration maximales admissibles dans les boues

Les boues ne peuvent être épandues :

- Si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau suivant :

Eléments traces Dans les sols	Valeur limite (mg/kg MS)
Cadmium .....	2
Chrome .....	150
Cuivre .....	100
Mercure .....	1
Nickel .....	50
Plomb .....	100
Zinc .....	300

Tableau 3 Valeurs limites de concentration en éléments traces métalliques dans les sols

- Dès lors que :

- l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans les boues,
- le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les boues quant à l'un de ces éléments ou composés,

excède les valeurs limites figurant aux tableaux 4 et 5 suivants :

Eléments-traces métalliques	Valeur limite dans les boues (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m <sup>2</sup> )
Cadmium .....	20(*)	0,03 (**)
Chrome .....	1.000	1,5
Cuivre .....	1.000	1,5
Mercure .....	10	0,015
Nickel .....	200	0,3
Plomb .....	800	1,5
Zinc .....	3.000	4,5
Chrome + cuivre + nickel + zinc	4.000	6
(*) 15 mg/kg MS à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2001 ; 10 mg/kg MS à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2004		
(**) 0,015 g/m <sup>2</sup> à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2001		

Tableau 4 Teneurs limites en éléments traces métalliques dans les boues

Composés-traces organiques	Valeur limite dans les déchets ou effluents (mg/kg MS)		Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (mg/m²)	
	Cas général	Épandage sur pâturages	Cas général	Épandage sur pâturages
Total des principaux PCB (*)	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène .....	5	4	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène .....	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène .....	2	1,5	3	2
(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180				

Tableau 5 Teneurs limites en composés traces organiques dans les boues

En outre, lorsque les boues sont épandues sur des pâturages, le flux maximum des éléments-traces métalliques à prendre en compte, cumulés sur une durée de dix ans, est celui du tableau suivant :

Eléments-traces métalliques	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m²)
Cadmium .....	0,015
Chrome .....	1,2
Cuivre .....	1,2
Mercure .....	0,012
Nickel .....	0,3
Plomb .....	0,9
Sélénium (*) .....	0,12
Zinc .....	3
Chrome + cuivre + nickel + zinc .....	4
(*) Pour le pâturage uniquement	

Tableau 6 Flux cumulé maximum en éléments traces métalliques apporté par les boues pour les pâturages ou les sols de pH inférieur à 6

Les boues ne doivent pas être épandues sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH du sol est supérieur à 5,
- la nature des boues peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6,
- le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs figurant dans le tableau 6 visé à l'alinéa précédent.

### **3.6 Doses d'apport**

#### **3.6.1 La dose d'apport**

La dose d'apport est déterminée en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ;
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus ;
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol et dans le déchet ou l'effluent et dans les autres apports ;
- des teneurs en éléments ou substances indésirables des déchets ou effluents à épandre ;
- de l'état hydrique du sol ;
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.

Pour l'azote, ces apports (exprimés en N global), toutes origines confondues, ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- sur prairies naturelles, ou sur prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 350 kg/ha/an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an ;
- sur les cultures légumineuses : aucun apport azoté.

#### **3.6.2 Stabilité de la valeur agronomique des boues -**

Toute modification dans le processus de fabrication ou dans le fonctionnement de la station d'épuration, pouvant entraîner une modification notable de la valeur agronomique des boues devra être signalée à l'organisme indépendant chargé du suivi de l'épandage et à l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Il sera tenu compte de ce changement de valeur agronomique dans le plan d'épandage.

### **3.7 Stockage des boues**

**3.7.1** Les installations de stockages des boues sont situées sur le site de la station d'épuration ; les ouvrages permanents d'entreposage des boues sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit réglementairement. Ces capacités de stockages sont au minimum égales à 1700 m<sup>3</sup>.

Toutes dispositions sont prises pour que ces dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

**3.7.2** Le stockage temporaire des boues provenant de la station d'épuration de la Société BONGRAIN GERARD sur les parcelles d'épandage n'est pas autorisé.

### **3.8 Programme prévisionnel**

Un programme prévisionnel annuel d'épandage et de livraison sera établi, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.

La constitution de ce programme prévisionnel sera précédé d'une vérification de l'évolution du périmètre d'épandage pour tenir compte de nouvelles contraintes, comme les captages AEP ou le remembrement de parcelles. Il sera tenu compte également des conclusions du bilan annuel de la valorisation des boues en agriculture.

Le programme prévisionnel sera prévu de manière à favoriser au maximum le déstockage des boues sans qu'il ne puisse apparaître de dépassement en quantité des doses d'apports.

Le programme prévisionnel détaillé comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, leur surface, la dose préconisée, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
- une analyse des sols portant sur les paramètres suivants, choisis en fonction de l'étude préalable :
  - Granulométrie.
  - Matière sèche (en %), matière organique (en %),
  - PH,
  - Azote global, Azote ammoniacal (en  $\text{NH}_4$ ),
  - Rapport C/N,
  - Phosphore total (en  $\text{P}_2\text{O}_5$  échangeable), Potassium total (en  $\text{K}_2\text{O}$  échangeable), Calcium total (en  $\text{CaO}$  échangeable), Magnésium total (en  $\text{MgO}$  échangeable),
  - Oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn),
- une caractérisation des boues à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique, ...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Le programme prévisionnel doit tenir compte de la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale ou lors du bilan annuel précédent prévu au paragraphe 3.9.2 infra.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est transmis avant le début de chaque campagne au Préfet ainsi qu'à la Mission Régionale d'Encadrement du Recyclage Agricole et aux Maires concernés.

### **3.9 Plan, Bilan et Suivi de l'épandage**

La surveillance des opérations d'épandage sera entreprise dans le respect des dispositions figurant dans la convention cadre, portant mise en place et continuité en Lorraine des Missions d'Encadrement du Recyclage Agricole.

#### **3.9.1 Cahier d'épandage**

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées, est tenu à jour par l'exploitant. Il est tenu à la disposition du représentant de la Mission Régionale d'Encadrement du Recyclage Agricole.

Le cahier d'épandage comporte au minimum les informations suivantes :

- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les quantités de boues épandues par unité culturale ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les boues, avec les dates de prélèvement et de mesures et leur localisation sur un plan ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur de boues doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des boues produites (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

### 3.9.2 Bilan annuel

Un bilan d'épandage est dressé annuellement. Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- le bilan qualitatif et quantitatif des boues épandues ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan d'épandage est adressée par le producteur des déchets au Préfet, à la Mission Régionale d'Encadrement du Recyclage Agricole et aux agriculteurs concernés.

### 3.9.3 Suivi de la quantité et de la qualité des boues

Les quantités de boues produites par la station d'épuration, ou déstockées pour l'épandage feront l'objet d'un suivi afin de connaître parfaitement le niveau des stocks en attente d'épandage.

Les boues seront analysées lors de la première année d'épandage, avant chaque campagne d'épandage, ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité, en particulier leur teneur en éléments-traces et composés métalliques.

Ces analyses portent sur :

- Matière sèche (en %), matière organique (en %),
- PH,
- Azote global, Azote ammoniacal (en  $\text{NH}_4$ ),
- Rapport C/N,
- Phosphore total (en  $\text{P}_2\text{O}_5$ ), Potassium total (en  $\text{K}_2\text{O}$ ), Calcium total (en  $\text{CaO}$ ), Magnésium total (en  $\text{MgO}$ ),
- Oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn),
- Les éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents dans les boues au vu de l'étude préalable,
- Les agents pathogènes susceptibles d'être présents dans les boues.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des boues sont conformes aux dispositions des annexes VIIC et VIID de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Le volume des boues épandues est mesuré par méthode directe (compteurs) ou indirecte et enregistré.

#### 3.9.4 Suivi des sols

Outre les analyses prévues au programme prévisionnel, les sols doivent être analysés aux fréquences définies ci-après à chaque point de référence.

A ce titre il sera choisi autant de points de référence que de zones d'épandage homogènes. Les parcelles ayant fait partie de l'étude préalable font obligatoirement partie de ces parcelles de référence. Les points de référence sont repérés par leurs Coordonnées Lambert.

Ces analyses portent sur :

- les éléments-traces métalliques suivants : Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc ;
- les éléments de caractérisation de la valeur agronomique mentionnés ci-après :
  - Granulométrie,
  - Matières sèches (en %) ; matières organiques (en %), pH,
  - Azote global : azote ammoniacal (en  $\text{NH}_4$ ),
  - Rapport C/N,
  - Phosphore (en  $\text{P}_2\text{O}_5$  échangeable), potassium (en  $\text{K}_2\text{O}$  échangeable) calcium (en  $\text{CaO}$  échangeable), magnésium (en  $\text{MgO}$  échangeable),
  - Oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn),
  - Les éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents dans les boues au vu de l'étude préalable.

Les analyses visées précédemment seront entreprises :

- après l'ultime épandage sur une parcelle portant un point de référence, en cas d'exclusion de celle-ci du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les dix ans.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions de l'annexe VII de l'arrêté du 2 février 1998.

#### 3.9.5 Organisation du suivi du plan d'épandage

Une fiche récapitulative parcellaire sera établie par l'organisme chargé du suivi du plan d'épandage et envoyée directement aux agriculteurs.

L'organisme indépendant chargé du suivi du plan d'épandage effectuera régulièrement une visite des parcelles épandues.

### **3.10 SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

En tant que de besoin, et en tout état de cause lorsqu'une anomalie aura été détectée lors des analyses de sols prévues au paragraphe 3.9.4 supra ou lors d'un contrôle des eaux destinées à l'alimentation humaine, un contrôle périodique ou ponctuel de la qualité des eaux souterraines, à partir de points de prélèvement existants ou par aménagement de piézomètres, sur ou en dehors de la zone d'épandage selon le contexte hydrogéologique local, pourra être prescrit.



### **3.11 TRANSMISSION DES RESULTATS D'ANALYSES**

Les résultats d'analyses des boues et des sols seront transmis semestriellement à l'inspecteur des installations classées et à la Mission Régionale d'Encadrement du Recyclage Agricole.

#### **ARTICLE 3 :**

Sauf indication particulière, les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la date de notification du présent arrêté, à l'exception des dispositions du titre 2.1. concernant la réfrigération à l'ammoniac.

Les dispositions du titre 2.1. du présent arrêté concernant la réfrigération à l'ammoniac sont applicables aux nouvelles installations à compter de leur date de mise en service ; jusque là sont applicables aux installations de réfrigération à l'ammoniac existantes les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 390/95 en date du 11 juillet 1995.

Les dispositions de l'arrêté d'autorisation n° 390/95 en date du 11 juillet 1995 sont abrogées à compter de la mise en application des dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 4 :**

L'Administration se réserve le droit de prescrire en tout temps, toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions ci-dessus énoncées qui seraient reconnues nécessaires à la protection de la santé publique.

Elle se réserve, en outre, le droit de révoquer la présente autorisation dans le cas où elle présenterait de sérieuses menaces pour la salubrité publique et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à un dédommagement quelconque.

#### **ARTICLE 5**

En cas de contravention dûment constatée aux dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être retirée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

#### **ARTICLE 6**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés, afin de faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande ou indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

## **ARTICLE 7**

En application de l'article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nancy est fixé à :

-deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,

-quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## **ARTICLE 8**

MM. le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, l'inspecteur des installations classées et le Maire du Tholy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché pendant un mois en mairie, en permanence et de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire et un avis au public inséré dans deux journaux locaux aux frais de la Société BONGRAIN-GERARD.

Pour ampliation

Pour le Secrétaire Général  
et par délégation,

Le Directeur,

D. ULRICH



Epinal, le 16 novembre 2000

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Michel THEUIL

**LISTE DES PARCELLES SUR LESQUELLES  
L'EPANDAGE EST POSSIBLE**

Nota 1 : Cette liste ne comprend que les parcelles aptes à l'épandage (aptitude 1 et 2)

Nota 2 : L'exploitant devra tenir à jour cette liste en éliminant les parcelles qui, du fait d'une nouvelle réglementation (telle que l'instauration d'un périmètre de protection) ou de modification de l'urbanisme, ne seraient plus aptes à l'épandage.

VU

Pour être annexé  
à mot. en date de ce jour  
EPINAL, le **16 NOV 2000**  
Le Préfet,

Pour la signature et la certification  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Michel THEUIL

Pour Copie Conforme

LE DIRECTEUR

  
**D. ULRICH**



Commune de BRUYERES

Exploitant agricole	Référence parcelle		Surface épanable
	Section	N°	
GAEC des ANTILLEUX	C 1	2	0,77
		139	0,517
		142	5,822
		151	0,202
		152	0,493
		158	1,251

Commune de CHAMPDRAY

Exploitant agricole	Référence parcelle		Surface épanable
	Section	N°	
GAEC LES SPAXES	A 1	80	0,44
	A 4	562	0,244
		568	0,065
		569	0,056
		571	0,71
		582	0,345
		583	0,0591
		586	0,262
		587	0,0985
		2348	0,072
	A 8	1628	0,24
		1619	0,392
		1630 à 1632	0,3
		1634 à 1638	1,085
		1643 à 1645	0,27
		1648	0,12
		1650	0,19
		1651	0,14
		1668	0,632
		1675	0,392

1676	0,09
1686B	0,07
1687	0,337
1688	0,495
1691	0,108
1695	0,15
1715 à 1719	0,835
1724	0,294
1733	0,196
1665	0,34
1656	0,1205
1721 à 1723	0,278
1725 à 1729	2,289
1739	0,2
1742	0,29
1759 à 1762	0,844
1773 à 1775	0,759
1780	0,091
1784	0,188
1787	0,253
1794	0,14
1796	0,1
1797	0,27
1817	0,12
1818	0,07
2054	0,49
2056	0,19
2057	0,42
2072	1,34
2073	0,55
2082	1,337
2089	1,188
2091	0,88
2092	1,8
2097	2,002
2098	0,374
2102C	0,15
2103	0,16
2107	0,38
2534	0,64
2538	1,101
2539	1,58

		2649	0,18
		2652	1,523
EARL du TROUDE L'ENFER	A 7	1495	0,451
		1496	1,56
		1501 à 1504	0,899
		1523 à 1527	3,091

Commune de CLEURIE

Exploitant agricole	Référence parcelle		Surface épan­dable
	Section	N°	
GAEC DIDIER	A 3	282	1,117
		286 à 288	0,202
		644	0,889
		702	0,468
	B 2	337 à 339	1,212
		341	0,02
		344 à 352	1,611
		360	0,691
		367 à 369	0,493
		664	0,369
GAEC LES BASSES	A 3	720	1,833
		791 p	0,364
		247	0,1
		248	0,465
		298 à 300	1,636
		311	0,034
		313	0,676
		314	1,56
		316	0,832
		559	0,896
816		1,907	
823		0,192	
824		0,48	
902		0,518	
A 4	916	0,986	
	360	1,303	
	363	0,07	
	371	0,29	

		475	0,44
		869	0,808
		871	1,25
		960	2,255
B 1		55	2,088
		60	0,485
		61	0,228
B 2		182	0,41
		193	0,396
		234	0,13
		235	0,07
		237	0,252
		294	0,918
		318	1,04
		355	0,745
		402	0,14
		423 à 425	0,43
		427 à 430	0,908
		476	0,11
		591	0,13
		638	0,12
		656	1,257
		709	0,54
		711	1,085
		723 à 725	0,956
		759	2,04
		805	0,277
		879	0,292

Commune de FAYS

Exploitant agricole	Référence parcelle		Surface épan­dable
	Section	N°	
GAEC des ANTILLEUX	A 4	387	0,8
		624 à 629	1,56
		633	0,11
		634	0,3
		864 à 866	0,53

Commune de LA FORGE

Exploitant agricole	Référence parcelle		Surface épanable
	Section	N°	
CLAUDON Camille KIENZY Marcel	AO 5	1122	0,821
	A 7	561	0,511
		1134 à 1136	1,203
LALEVEE Rémi GAEC LES TRIANCHES	A 2	117	0,861
	A 3	1321 à 1323	0,991
		1326	0,321
		1327	0,317
		1331	0,212
		1332	0,191

Commune de LAVAL SUR VOLOGNE

Exploitant agricole	Référence parcelle		Surface épanable
	Section	N°	
GAEC des ANTILLEUX	B 1	1	0,161
		7	0,12
		8	0,27
		10 à 17	2,982
		20 à 24	2,96
		36	0,54
		85	0,6
		614	0,44
		394	0,28
		398	1,06
	B 2	399	0,58
		523	0,115
		524	0,01
		532	0,087
		552 à 554	3,162
		580 à 585	2,189
		606	0,2
		654	0,728
		744	0,399
		748	1,186
		829	0,105

Commune de LAVELINE DU HOUX

Exploitant agricole	Référence parcelle		Surface épanable
	Section	N°	
GREMILLET Jean	A2	340 à 345	0,6319
		348	0,335
		376	0,249
		399	0,156
	B 2	438	0,093
		307	0,416
		318	0,66
		355	0,311
	C 1	528 p	1,018
		55	0,206
		65	0,034
		69	0,093
		75	0,025
		97	0,284
		99	0,092
		100	0,036
		111	0,159
		117	0,103
		128A	0,742
		129 à 131	0,488
		137 à 140	1,356
		145	0,089
		152	0,193
C 2	154 à 159	0,568	
	161	0,089	
	162	0,163	
	1011	0,043	
	1012	0,025	
	1099	0,507	
	176 à 180	1,173	
	311	0,85	
	312	0,127	
	322	0,263	
GAEC LES SPAXES	324	0,12	
	141 à 144	0,499	

GAEC LES TRIANCHES	A 4	151	0,11
		153	0,24
		160	0,333
		885	0,241
		886	0,286
		893	0,24
		1028	0,131
		1029	0,225
	B 2	308	0,304
		309	0,294
		316	0,396
		321	35
		328	0,269
330		0,166	
333		0,581	
334		0,962	
338		0,262	
339		0,134	
342		0,042	
348 à 350		0,601	
623		0,34	
637		0,257	
RICHARD Patrick		A 2	316
	325		0,105
	326		0,08
	328		0,03
	333		0,098
	335 à 338		1,1
	352		0,14
	353		0,248
	356 à 358		0,58
	362		0,05
	378 à 380		0,43
	388		0,22
	394		0,1
	428	0,05	
	430	0,05	
	431	0,12	
	A 3	609	0,09
		616	0,06
618		0,11	
628		0,04	

	629	0,18
	634	0,48
	637	0,08
	639	0,21
	641	0,15
A 4	882	1,452
	927	0,268
B 1	3 p	0,017
	4	0,42
	5 p	0,063
	6	0,05
	7	0,15
	13	0,05
	14	0,05
	16 à 24	1,43
	27	0,18
	49	0,09
	96	0,42
	100	0,11
	101	0,04
	105	0,12
	106	0,14
	109 à 113	0,54
	115	0,245
	116	1,03
	154	0,037
	155	0,03
	158	0,11
	159	0,1
	161 à 165	0,326
	183	0,13
	184	0,07
	201	0,147
	207	0,178
	208	0,069
	211	0,264
	669	0,232
	721	0,025
	724	0,22
	725	0,103
	743	0,02
B 2	408	0,086

	409	0,08
	476 P	0,296
	477 P	0,098
	478A	0,114
	487	0,12
	489	0,035
	490	0,057
	504	0,195
	505	0,08
	510	0,268
	628	0,1
	734	0,718
	735	0,345
	750	0,749
	755 P	4,942
C 1	56	0,36
	244	0,658
	254	0,7
	255	0,35
C 4	545	0,2
	546	0,1
BALLAND Henri Roger	A 2	40
	47	0,181
	128	0,234
	209	0,365
B 1	149	0,046
	153	0,031
	167	0,217
	202	0,075
B 2	322	0,258
	327	0,296
	755	2,05
C 4	737	0,387
	748	0,109
	749	0,064
	752	0,387
	784	0,104
	794 à 799	0,755
EARL du VIEUX MOULIN	A 2	216
	220	0,39



A3	1026	0,12
A4	771 à 774	2,31
	819	0,42
	823	1,22
	825 à 830	1,91
	832	0,16
	833	0,936
	881	0,005
	883	0,108
	884	0,12
	890	0,112
	891	0,201
	905	0,048
	909	0,19
	962	0,29
	1021	0,049
	1105	0,487
	1142	0,567
B1	8	0,09
	9	0,14
	13 à 15	0,39
	91 à 94	0,98
	166	0,15
	168 à 170	0,152
	197	0,012
	198	0,088
	204 à 206	0,64
	719	0,115
B2	236 à 238	0,263
	242	0,13
	263	0,031
	264	0,102
	310	0,35
	311	0,09
	315	0,16
	319	0,32
	320	0,69
	323 à 326	1,22
	329	0,54
	331	0,21
	336	2,014
	337	0,33

	340	0,17
	341	0,2
	345	0,26
	507	0,07
	508	0,05
	509	0,09
	535	0,93
	716	0,25
	755	5,43
C2	306	0,028
	311	0,25
	313 à 315	0,26
C3	473	0,14
	474	0,06
C4	738 à 742	0,125
	745 à 747	0,11
	750	0,11
	751	0,12
	753	0,34
	757	0,05
	758	0,09
	785 à 793	0,93
	1041	0,21
C5	887	0,1
	888	0,04
	897	0,45
	898	0,08
	903	0,06

Commune de LIEZEY

Exploitant agricole	Référence parcelle		Surface épanable
	Section	N°	
EARL du TROU DE L'ENFER	B 1	113	0,781
		114	0,318
		118	0,576

EARL du TROU DE L'ENFER	A 7	1153	1,621
		1254	1,402
EARL du VIEUX MOULIN	A 1	30 à 32	1,31
		1273	0,2
		1458	0,46
		316	0,36

Commune de REHAUPAL

Exploitant agricole	Référence parcelle		Surface épanable
	Section	N°	
GAEC LES SPAXES	A 1	91	0,25
		95	0,034
		98A	0,909
		99	0,26
		100	0,894
		102A	0,94
		105	0,11
		106	0,108
		107A	0,306
		112	0,43
		115	0,93
		163 à 169	3,817
		176	0,26
		181	1,08
		184	0,1
		185	0,13
GAEC LES TRIANCHES	A 1	1365	0,416
		1449	0,04
		11	1,948
		13	0,28
		15	0,608
		19 à 22	1,703
		1480	0,206
		1481	1,552

Commune de TENDON

Exploitant agricole	Référence parcelle		Surface épanable
	Section	N°	
GREMILLET Jean	A 2	326	0,899
		328	0,102
		329	0,178
		340	0,214
		342	0,35
		348	0,246
		355	0,157
		377	0,481
		378	1,132
		384	0,146
		388	0,049
		499 à 501	1,205
		516	0,37
		571	0,205
		572	0,178
		577 à 579	0,65
		581	0,598
		651	0,052
		653	0,047
		656	1,004
GAEC LES BASSES	G	666	0,262
		696	0,741
		707	1,343
		710	0,013
		736	0,842
GAEC LES SPAXES	A 2	770	0,493
		800	0,757
		242	0,504
		444	2,762
		445	0,883
GAEC LES TRIANCHES	C 2	330	0,44
		652	0,66
		654	0,25
		655	0,1
		383	1,371
		384	0,254

RICHARD Patrick	A 1	392	0,357
		231	0,976
		232	1,725
		240	0,16
		241	0,052

Commune du THOLY

Exploitant agricole	Section	Référence parcelle N°	Surface épanable
BOMBARDE Gérard	A 07	370	0,14
		372	0,17
		1720	1,56
		1722	1,206
	A 13	740 à 743	2
	A 14	790	4,806
CLAUDON Camille		793	1,993
		797	1,045
	A 15	842 à 844	1,839
		846	0,604
		848	1,676
		850	0,385
LALEVEE Rémi	A 19	1576	0,32
		1675	0,726
		1677	0,982
	A 21	1585	0,596
	B 8	1631	0,472
	BC	1632	1,227
		290	1,017
		369	0,624
	C 4	1451	3,122
	A 13	733	0,713
		735	1,19
	C 12	570	2,01
		571	0,49
		1379	0,689
	C 15	1051 p	1,395
	C 17	758	2,92
	C 4	184	1
		1478	0,708
	C 6	307	2,13
	C 7	345	1
		885	1,104
		893	0,858
		1310	3,04

C 8	377	0,54
C 16	1351	1,69
	1399	0,805
GAEC LES TRIANCHES A 6	327	1,271
	335 p	0,724
	340	2,578
	1554 p	0,508
A 8	409	3,02
	410	2,205
A 11	604	1,089
A 12	627	0,557
	631	0,433
	632	0,175
A 14	798	1,855
A 13	1760	1,09
	1762	0,632
	1765	1,813
A 14	794	1,65
A 16	911	1,495
	912	1,004
	1766 à 1770	2,597
A 19	1021	1,005
A 20	1060	0,965
	1078	0,9
	1081	0,446
	1876	2,205
EARL du VIEUX MOULIN A 13	744	0,53
	1747	1,476
	1764	0,035
	1845	0,285
A 19	1755	1,26
	1756	1,26
A 20	1045	0,807
	1047	0,296
	1050	0,279